

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 1er au 15 Janvier 2014
n°235



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mercredi 1^{er} janvier 2014.

Katanga: des centaines de déplacés fuient les affrontements entre FARDC et pygmées à Manono. Des centaines de déplacés ont, depuis quelques jours, trouvé refuge dans les localités de Mukenza, Muhuya et Luba, en territoire de Manono (Katanga) pour fuir les combats entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les pygmées. Selon le responsable de l'ONG locale Centre pour le développement (CPD), Sylvestre Amundala, certains de ces déplacés affirment avoir abandonné leurs habitations suite aux exactions des miliciens Bakata Katanga.

Nouvel an 2014: une fête timide à Kinshasa. La fête de nouvel an 2014 est timide à Kinshasa, contrairement aux années précédentes. Plusieurs quartiers de la capitale n'ont pas été illuminés par les décorations hormis quelques artères du centre-ville. Pour certains Kinois, cette situation fait suite aux attaques perpétrées, lundi 30 décembre, par des hommes armés contre certains sites stratégiques (télévision nationale, aéroports de N'Djili et état-major général de l'armée congolaise). Interrogé, l'artiste-comédien Max Kadiombo a plus attribué cette timidité à la crise financière constatée ce dernier temps à Kinshasa : «La hausse de prix de certains produits au marché empêche au gens de pouvoir bien fêter. La population est également réservée suite à la psychose qui a gagné la ville la veille de fête avec des crépitements des balles. Pour la preuve, la population n'a même pas eu le temps de décorer la ville comme dans les années antérieures». **Gratuité des bus.** Depuis lundi 30 décembre, la population de Kinshasa circule gratuitement à bord des bus de «New Transkin» suite à la décision du gouverneur de province, André Kimbuta Yango, à l'occasion de fête de fin d'année. L'autorité urbaine a décrété cette gratuité pour trois jours sur toute l'étendue de la capitale congolaise, soit du 30 décembre au 1er janvier 2014. Par ailleurs, de nombreux fidèles de Kinshasa ont comme d'habitude pris d'assaut des églises pour remercier Dieu pour les avoir gardés durant toute l'année 2013. A l'église Logos Rhema, dans la commune de Kasa-Vubu, le réveillon de nouvel an a été placé sous le signe de l'espoir, comme le souligne un de ses pasteurs : «Notre message est celui de l'espoir et de la foi en Dieu qui est capable de transformer la malédiction en bénédiction. Doieu nous attend au travail». (Radio Okapi)

Joseph Kabila: «2013, une année difficile mais aussi de tous les espoirs». Le chef de l'Etat a dressé un bilan globalement positif de l'année 2013 qui vient de s'achever. Joseph Kabila l'a dit, mardi 31 décembre, au cours de son discours traditionnel de l'an. Il a indiqué que 2013 a été une année à la fois difficile et remplie d'espoir. Pour le président de la République, l'année 2013 a été difficile à cause de la guerre qui a entamé des efforts consentis pour susciter la croissance et le développement du pays. Il fait notamment allusion à la rébellion du M23 qui a sévit durant près de deux ans dans la province du Nord-Kivu. Joseph Kabila a reconnu que 2013 a été également une année de victoire : «Victoire incontestable des Fardc sur une énième pseudo rébellion. Victoire de notre diplomatie qui a permis de clarifier la situation dans la région des Grands lacs et d'accroître le nombre de nos amis sur la scène internationale». Le chef de l'Etat a, par ailleurs, promis de concrétiser les résolutions des concertations nationales, tenues du 7 septembre au 5 octobre dernier à Kinshasa. Ce forum a entre autres décidé de la mise en place d'un gouvernement de cohésion nationale et de la libération de certains prisonniers. Il a également invité la population à la vigilance tous azimuts à la suite des attaques perpétrées lundi presque simultanément par des hommes armés à Kinshasa, Lubumbashi (Katanga), Kolwezi (Katanga) et à Kindu (Maniema). «Ceux qui fondent leur avenir sur le projet funeste de la déstabilisation de notre pays n'y renonceront que si celui-ci s'affirme comme étant une puissance à laquelle on ne peut s'attaquer sans conséquences», a renchéri Joseph Kabila. Le chef de l'Etat entend

multiplier des efforts afin de doter le pays des moyens nécessaires pour garantir la paix et la sécurité de ses populations. (Radio Okapi)

Ituri: le trafic routier Bunia-Mahagi perturbé. Le trafic routier est perturbé, ces derniers temps, sur le tronçon Bunia-Mahagi, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). La Fédération des entreprises du Congo (Fec) et la société civile locale s'en inquiètent énormément et accusent les cantonniers d'être à la base de cette situation. Plus de 200 cantonniers barricadent la route pendant plusieurs jours pour revendiquer leurs arriérés de salaires auprès du Fond national d'entretien routier (Foner).

RDC: le général John Numbi nie son implication dans les attaques armées du 30 décembre. L'ancien patron de la police nationale congolaise, John Numbi nie son implication dans les attaques armées perpétrées le 30 décembre dernier contre des sites stratégiques à Kinshasa, Lubumbashi (Katanga) et Kindu (Maniema). Le général John Numbi a ainsi réagi, mardi 31 décembre, au cours d'un point de presse tenu dans sa ferme de Benjhin, située à une quarantaine de kilomètres du centre-ville de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga.

Kindu : la population célèbre le nouvel an avec faste. La population a célébré la fête du nouvel an avec faste à Kindu, après la victoire de l'armée congolaise sur les assaillants qui avaient assiégé l'aéroport de Kindu pendant plus de deux heures lundi 30 décembre. Des manifestations grandioses ont été organisées mardi 1er janvier. Une cinquantaine de vaches ont été abattues, selon le président des bouchers dans la ville.

Ituri : la crise économique a réduit l'engouement pour les fêtes de fin d'année à Mahagi. A Mahagi-Centre, les fêtes de fin d'année ne se sont pas déroulées comme à l'accoutumée. Des sources locales ont affirmé que le rite d'échanges de vœux entre familles n'a pas été respecté cette année, et que certains commerces, tels que les salons de coiffures et les débits de boisson se plaignent du manque d'engouement des clients, anormal à la Saint-Sylvestre. Cette situation serait due à la crise économique causée par le mauvais rendement de la culture de coton ainsi que du stockage du café, non vendu à cause de la baisse des prix sur le marché. Selon la Société civile locale et la population de cette localité d'Ituri, les habitants de Mahagi-Centre, agriculteurs pour la plupart, n'ont pas encore vendu leur café cette année et ont préféré le stocker à domicile à cause de la forte baisse du café sur le marché. En 2013, le prix d'un kilogramme de café s'est négocié entre 0,60\$ et 0,70 \$, contrairement aux périodes antérieures de récolte où le prix du kilo de café se négociait entre 1.60\$ à 2.6 \$. Quant aux récoltes de coton, elles auraient été influencées par les perturbations climatiques cette année. (Radio Okapi)

Jeudi 2 janvier.

Lubumbashi : un militaire ivre crée la panique à la Grand-Place de la poste. Des coups de feu ont été entendus mercredi 1er janvier dans la soirée au centre-ville de Lubumbashi, créant une panique généralisée. Selon des témoins, un militaire visiblement en état d'ivresse a ouvert le feu sans que l'on ne sache pourquoi. Dans le concert de tirs qui s'en est suivi, un soldat a été tué. On dénombre également plusieurs blessés parmi les militaires et les civils, indiquent des sources militaires.

Kisangani : tension à Mangobo après le passage à tabac d'un militaire. Des dizaines de jeunes habitant la commune Mangobo, à Kisangani (capitale de la Province Orientale) se sont réfugiés ce jeudi 2 janvier dans la brousse. Ils ont fui les représailles des militaires de la garde républicaine dans cette commune. Ces derniers seraient en train de venger leur compagnon d'armes pris à tort pour un voleur et sérieusement tabassé par les jeunes de Mangobo mercredi soir.

Kisangani : le marché central privé d'eau. Le marché central de la ville de Kisangani est privé d'eau depuis dimanche 29 décembre dernier. Les vendeurs et les usagers des installations sanitaires de ce lieu de négoce se plaignent d'avoir passé les fêtes de nouvel an sans eau de la Regideso. Cette entreprise publique dit avoir interrompu la fourniture d'eau dans ce site parce que la mairie n'a pas payé ses factures qui évaluées à plus de vingt-six millions de francs congolais.

Kasaï-Oriental : faible taux de dépistage volontaire au VIH/Sida. Dix pourcent de la population sexuellement active se sont fait volontairement dépister au Kasaï-Oriental depuis 2008. C'est ce qu'a déclaré mardi 31 décembre le médecin coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre le Sida (PNLS), Dr Welo, à l'occasion de la clôture des activités de lutte contre cette pandémie dans la province.

RDC : le colonel Mamadou Ndala tué dans une embuscade à Beni. Le colonel Mamadou Ndala, commandant de la Brigade Commando URR (Unité de réaction rapide), a été tué ce jeudi 2 janvier dans une embuscade tendue par des hommes armés non encore identifiés dans le village appelé Ngadi, entre l'aéroport

de Mavivi et Beni-ville (Nord-Kivu). Joint au téléphone, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a confirmé la nouvelle.

Katanga : des rebelles Maï-Maï incendient deux villages de Mitwaba. Les villages Kamakumbi et Kinsha ont été attaqués par des rebelles Maï-Maï, le dimanche 29 et lundi 31 décembre derniers. L'administrateur du territoire de Mitwaba, Donatien Ngoie a affirmé que les assaillants ont incendié toutes les maisons des villageois et emporté leurs bétails. Les populations de ces villages se sont enfuies vers la forêt ou les localités environnantes.

Sud-Kivu: les Fardc capturent 5 miliciens Nyatura à Minova. Les Forces armées de la RDC ont capturé cinq miliciens Nyatura au terme d'un accrochage survenu, jeudi 2 janvier, à Ngungu-centre (Sud-Kivu). Des sources concordantes indiquent que ces assaillants sont gardés dans un cachot dans cette localité, située à 80 km à l'Ouest de la cité de Minova (Sud-Kivu).

RDC : le Gouvernement devra s'attaquer aux racines du conflit en 2014, selon Martin Kobler. En 2014, le Gouvernement devra s'attaquer aux racines du conflit dans le pays notamment en promouvant la bonne gouvernance et le respect des droits humains. C'est ce qu'a déclaré le patron de la Monusco, Martin Kobler jeudi 2 janvier, dans son message de vœux à la population congolaise, au gouvernement et à la communauté internationale, pour la nouvelle année. Son message a été délivré par le représentant spécial adjoint, Abdalah Wafy.

RDC: Martin Kobler condamne l'assassinat du colonel Mamadou Ndala. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Martin Kobler, condamne l'assassinat du colonel Mamadou Ndala tué le jeudi 2 janvier dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés à 5 kilomètres de Beni au Nord-Kivu. Dans un communiqué publié le même jour, le patron de la Monusco exprime sa profonde indignation et sa tristesse après cet assassinat.

Kabinda : une centaine d'inspecteurs de l'enseignement réclament 15 mois d'arriérés de salaire. Plus de cent inspecteurs et agents administratifs de de l'inspection principale provinciale Kasai-Oriental 3 manifestent depuis deux jours dans la cité de Kabinda au Kasai-Oriental. Leur porte-parole a affirmé qu'ils réclament quinze mois d'arriérés de salaires. Ils accusent le service de paie de l'enseignement (Secope) d'être à la base de leurs omissions de la liste de paie. Parmi les victimes d'omissions, on compte trente-huit inspecteurs de l'enseignement et quatre-vingt-quatre agents administratifs. La plupart d'entre eux touchaient mensuellement leurs salaires jusqu'en 2011. Mais depuis 2012, ils ne sont plus payés. Désormais, ils vivent de la mendicité. Et leurs femmes ramassent et vendent les mangues pour arrondir les fins de mois. Ce qui ne les honorent pas de part la noblesse de leur métier.,Le directeur provincial de la direction Kasai-Oriental 3 du Secope, Jacques Adrien Lunda,a assuré que toute les démarches ont déjà été menées pour le paiement des inspecteurs. Il ne reste que la décision du gouvernement de décider pour que les salaires des inspecteurs de l'enseignement soient débloqués. Faits confirmés par le Commissaire de district de Kabinda qui a invité les inspecteurs non payés à l'apaisement. (Radio Okapi)

Vendredi 3 janvier.

RDC: le ministre Muyej explique les missions de nouveaux responsables de la police. Les nouvelles mises en place au sein de la Police nationale congolaise (PNC) vise notamment le rajeunissement du commandement de la police en provinces, a expliqué mercredi 2 janvier le ministre de l'Intérieur, sécurité et décentralisation, Richard Muyej. D'après lui, le Commissariat général de la police et l'Inspectorat général n'ont pas de rapport de subordination, mais ils sont interdépendants. Le premier assure la sécurisation sur le terrain, alors que le second s'occupe du contrôle des actions de la police.

RDC: les habitants de Beni manifestent après la mort du colonel Mamadou Ndala. Une vive tension est observée depuis ce vendredi 3 janvier dans la matinée dans la ville de Beni et dans plusieurs localités du territoire du même nom au Nord-Kivu. La population proteste contre le meurtre, la veille, du colonel Mamadou Ndala, commandant du 42ème bataillon des commandos des unités de réaction rapide des Fardc. La police est déployée dans les coins stratégiques pour éviter tout débordement.

Province Orientale: la situation sécuritaire s'améliore à Aru. La situation sécuritaire s'est nettement améliorée ces deux derniers mois dans les chefferies de Kakwa et de Kaliko-Omi dans le territoire d'Aru (Province Orientale) à la frontière avec le Soudan du Sud et l'Ouganda, a affirmé mercredi 2 janvier le chef de collectivité de Kakwa. Plus de dix mille réfugiés et déplacés, qui avaient fui les attaques de la milice dénommée Armée de libération du peuple congolais (ALPC), ont déjà regagné leurs villages d'origine. Le chef de collectivité de Kakwa, Likambo Araba, affirme que la population est retournée dans une dizaine de

villages qui s'étaient vidés de leurs habitants après des incursions des miliciens. Il s'agit notamment de localités de Gaki, Odrumoni, Oka, Gombe, Lokora, Arile et Kengezi Base. Certains habitants avaient fui en Ouganda et au Soudan du Sud. D'autres s'étaient déplacés vers l'intérieur du pays. Le chef de collectivité précise qu'environ douze mille personnes sont déjà rentrées chez elles ces trois derniers mois et qu'elles vaquent librement à leurs activités champêtres. Pour Likambo Araba, ce retour de la paix est dû aux efforts des Fardc pour protéger les civils. A l'en croire, ce retour serait également facilité par la sensibilisation de la population pour le rétablissement d'un climat de confiance entre les autochtones et l'armée. Selon le commandant des Fardc dans le territoire d'Aru, plusieurs assaillants se sont rendus à l'armée régulière au cours de ce mois de décembre, dont un journaliste qui était le secrétaire du groupe armé ALPC et un enfant mineur. (Radio Okapi)

Zongo: conditions de vie difficiles pour plus de 600 Congolais rapatriés de la Centrafrique. Plus de six cents Congolais vivant en République centrafricaine ont été rapatriés à Zongo dans la province de l'Equateur par l'ambassade de la RDC à Bangui. Parmi eux, il y a des hommes, femmes et enfants dépourvus de tout. Faute de logement, ces rapatriés ont investi le bureau de la Mairie de Zongo, où ils passent la nuit. Débordées, les autorités urbaines lancent un cri d'alarme.

Equateur : une bagarre interethnique fait 3 morts à Bumba. Un accident de circulation a tourné en bagarre interethnique à Bumba mercredi 1er janvier. Deux passagers d'une moto ont succombé à l'accident. Le conducteur de la moto qui est entré en collision avec la leur, lui, a été battu puis tué à l'arme blanche par les membres de la tribu Lokele dont étaient originaires ses victimes de l'accident. Ils le croyaient de la tribu Mbuza. En représailles, les Mbuza ont incendié une centaine de maisons du camp adverse, jeudi 2 janvier. La situation est toujours sous tension dans cette cité de la province de l'Equateur.

RDC : Vital Kamerhe propose qu'une place de Goma soit rebaptisée du nom de Mamadou Ndala. « Nous proposons que le rond point Signas de Goma soit débaptisé, rond point Mamadou Ndala pour ne pas oublier cet illustre personnage ». L'autorité morale de la coalition pour le vrai dialogue en RDC et président de l'Union pour la nation Congolaise (UNC), Vital Kamerhe l'a déclaré vendredi 3 janvier à Kinshasa au cours d'une conférence de presse. Il a aussi demandé que le colonel Mamadou Ndala soit enterré avec honneur. Le commandant du 42ème bataillon des commandos des unités de réaction rapide de l'armée congolaise a été tué jeudi 2 janvier dans une embuscade à 5 km de Beni au Nord-Kivu.

RDC: un livre d'or en mémoire des martyrs de l'indépendance est ouvert au siège de l'YMCA. La RDC commémore samedi 4 janvier la journée des martyrs de l'indépendance. Il s'agit de victimes de la manifestation populaire contre la colonisation, organisée par les supporters de V. Club et les militants de l'Abako, parti de Joseph Kasa-Vubu. L'association chrétienne des jeunes YMCA/RDC, l'un des principaux témoins de ces événements, invite les kinois à signer un livre d'or en mémoire de ces martyrs ce samedi à partir de 9 heures (locales) en son siège, situé sur l'avenue Kasa-Vubu, dans la commune de Kalamu.

Kinshasa: les députés du Nord-Kivu exigent une enquête sur le meurtre du colonel Mamadou Ndala. Le caucus des députés nationaux du Nord-Kivu se dit consterné par le meurtre du colonel Mamadou Ndala, commandant du 42ème bataillon de l'unité de réaction rapide des commandos Fardc, tué jeudi à 5 kilomètres de la ville de Beni dans une embuscade tendue par des hommes armés. Dans leur déclaration faite vendredi 3 janvier au Palais du Peuple à Kinshasa, ces élus ont rendu un grand hommage à «ce vaillant commandant des Fardc dont les actes de bravoure avaient obligé le M23 à abandonner la guerre.» Dans cette déclaration lue par le président du caucus des députés élus du Nord-Kivu, Balikwisha Mulhondi, ces élus exigent que toute la lumière soit faite sur ce meurtre. (Radio okapi)

Samedi 4 janvier.

RDC: les miliciens de la FRPI multiplient leurs attaques à Bahema Mitego. Les autorités coutumières de la chefferie de Bahema Mitego dénoncent les incursions répétées des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans leur entité, située à plus de 80 kilomètres au sud de Bunia (Province Orientale). Les assaillants se livrent au pillage des biens de la population pour leur survie. Ces autorités locales plaident pour le démantèlement de cette «force négative» qui freinent le développement de ce milieu.

Nord-Kivu : hommage aux Fardc tuées pour la paix de la province. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, et toute sa population ont rendu hommage à tous les militaires congolais tombés sur le champ de bataille pour ramener la paix dans cette province. Lors d'une messe d'actions de grâce célébrée samedi 4 janvier à Goma, l'autorité provinciale a notamment fait allusion au colonel Mamadou Ndala, tué jeudi dernier à Beni lors d'une embuscade tendue par des hommes armés. La RDC commémore en ce jour, les martyrs de l'indépendance.

« Sans les citer tous, je pense particulièrement au feu colonel Djuma Jonathan, colonel Kamatimba », a affirmé le gouverneur Julien Paluku qui a expliqué que cette messe traduit la reconnaissance de la province du Nord-Kivu pour le sacrifice suprême de ces vaillants hommes. Pour sa part, l'évêque de Goma, Mgr Théophile Kaboy, a appelé la population du Nord-Kivu à « se fortifier par le sacrifice de nos martyrs ». Un habitant de Goma présent à la messe a dit ressentir la douleur que la disparition de chacun de ces martyrs de l'indépendance a laissée dans les cœurs des proches. Il dit alors se décider de ne plus ignorer l'œuvre des martyrs de l'indépendance du 4 janvier 1959. Le 4 janvier 1959, le politicien Joseph Kasa-Vubu, devenu plus tard le premier président du pays, devait s'adresser à ses militants dans la parcelle qui appartenait à l'YMCA. Mais le pouvoir public, le colonisateur avait refusé la tenue de ce meeting. Le même jour au stade Tata Raphaël, les équipes Mikados et V club avaient disputé un match, remporté par Mikados. Les mécontents du stade avaient rencontré ceux du meeting raté et cela avait créé un mécontentement général suivi d'émeutes, qui avaient fait plusieurs morts. **Sauvegarde de la liberté.** A Kisangani, la journée des martyrs de l'indépendance, a été célébrée à la place dite des martyrs de l'indépendance dans la commune Makiso. A cette occasion, le vice-gouverneur de la province orientale, Pascal Mombi Opana, a déposé une gerbe des fleurs à cet endroit historique sous le clairon funèbre exécuté par la police nationale congolaise. Selon le vice gouverneur, le 55e anniversaire des martyrs de l'indépendance, est placé sous le signe de la sauvegarde de la liberté et de la souveraineté tant nationale qu'internationale. « Nous commémorons les martyrs de la liberté (...). Il faut que la RDC devienne une puissance au cœur de l'Afrique », a affirmé Pascal Mombi. (Radio Okapi)

RDC: les députés recommandent la création d'un cadre de concertation permanent au Sud-Ubangi.

Les députés nationaux recommandent au gouvernement de la RDC de créer un cadre permanent de concertation entre les groupements impliqués dans le conflit ethniques dans le district du Sud-Ubangi (Equateur). Ils ont lancé leur appel, samedi 4 janvier, à l'issue d'une mission parlementaire qu'ils ont effectuée dans cette province depuis le 20 décembre dernier. Deux communautés du Sud-Ubangi (les Ngbandi et les Ngbaka), sont en conflit foncier depuis plusieurs mois, causant la mort de plus de vingt personnes en quelques semaines.

Maniema : 28 nouveaux médecins prêtent serment à Kindu. Vingt-huit nouveaux médecins ont prêté serment samedi 4 janvier devant les membres du conseil provincial de l'ordre des médecins à Kindu à Kindu. Ils proviennent tous de l'université de Kindu. A cette occasion, le vice président du conseil provincial de l'ordre des médecins interpelle les nouveaux médecins au strict respect du serment d'Hippocrate dans l'exercice de leur profession. Un serment qui ne doit pas signifier auprès des malades le bénévolat. C'est la 5e promotion des médecins que l'université de Kindu vient de lancer sur le marché d'emploi.

Dimanche 5 janvier.

Equateur: un affrontement interethnique fait 6 blessés graves à Bumba. Six personnes ont été gravement blessées au terme d'un affrontement interethnique, vendredi 3 janvier, entre tribus Lokele et Mbuza, dans la cité de Lokele Molua, en territoire de Bumba, à 900 km à l'Est de Mbandaka (Equateur). Des sources concordantes indiquent qu'une personne blessée se trouve dans un état critique au centre de santé pende de la même citée et une centaine de maisons ont été incendiées et la majorité de populations de Lokele Molua, réfugiées dans des îlots sur le fleuve Congo.

Bas-Congo: le gouverneur Jacques Mbadu juge positif son bilan de 2013. Le gouverneur du Bas-Congo, Jacques Mbadu Nsitu, juge positif son bilan de l'année 2013. Son porte-parole, Chantal Malamba, l'a affirmé, au cours d'une conférence de presse, samedi 4 janvier, à Matadi, chef-lieu de la province. «Le bilan est positif. La cohésion provinciale n'est pas un état mais plutôt quelque chose qui se bâtie au jour les jours. Ce sont des individus qui ont manifesté leurs désaccords à différents points de vue. Je n'ai pas vu de communautés, ni de cités, non plus de villes ou encore de communes qui se sont élevées les unes contre les autres. La cohésion provinciale, ce n'est pas la façon de s'étendre avec le gouverneur mais c'est la manière de vivre et de bâtir ensemble. Nous sommes entrain de bâtir cette cohésion et c'est la responsabilité de tous et chacun», a indiqué le porte-parole du gouverneur du Bas-Congo. (Radio Okapi)

Assassinat du colonel Mamadou Ndala : deux suspects arrêtés à Beni. Deux suspects du meurtre du colonel Mamadou Ndala, commandant du 42è bataillon de l'Unité de réaction rapide des commandos des Fardc, ont été arrêtés le samedi 4 janvier à Beni-ville (Nord-Kivu). L'un des responsables du premier secteur des Fardc basées à Beni a confirmé cette information dans un entretien à Radio Okapi. Parmi les suspects, des sources sécuritaires citent les noms d'un responsable du bataillon des Fardc à Beni-ville et un de ses gardes du corps. Pour des raisons d'enquête, l'officier militaire suspecté a été placé en résidence surveillée tandis que son garde du corps serait déjà arrêté. L'équipe d'enquêteurs aurait trouvé un téléphone portable dans le périmètre où a été assassiné le colonel Ndala. Ce téléphone appartiendrait à ce garde du corps,

suspecté de faire partie du groupe d'assaillants qui ont tiré une roquette sur la jeep du colonel Mamadou Ndala. Mais un responsable du premier secteur des Fardc basées à Beni estime qu'il est encore très tôt pour affirmer que les deux suspects arrêtés sont les auteurs de l'attaque contre le colonel Ndala. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: des miliciens se rendent sans leurs armes. Certains combattants des groupes armés se rendent aux Fardc et à la Monusco sans leurs armes. Cette situation embarrasse les autorités locales qui estiment qu'un milicien doit rendre son arme pour être éligible au processus de désarmement.

Maniema : les habitants de Kindu continuent de fêter le nouvel an. Les festivités de fin d'année se poursuivent à Kindu, capitale provinciale du Maniema. A travers la ville, des scènes de fête sont encore observées. Des membres de différentes organisations socioprofessionnelles s'attroupent le long des artères principales de la ville pour des réjouissances publiques.

Katanga: les Fardc accusées de braconnage à Malemba Nkulu. Les Forces armées de la RDC sont accusées de faire le braconnage des éléphants, en complicité avec des chefs coutumiers, en territoire de Malemba Nkulu, à plus de 700 km de Lubumbashi (Katanga). Le directeur provincial de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) au Katanga, Mbayo Lukasa, l'a dénoncé, samedi 4 janvier, à Radio Okapi. «Ce braconnage est perpétré par des militaires en complicité avec certains chefs coutumiers à Malembankulu, dans le groupement Kasenga Mondwe. Quatre éléphants ont été blessés mais ils sont en fuite et deux autres ne savent pas se tenir debout à 4 km de la cité de Malembankulu», a-t-il indiqué. Mbayo Lukasa s'oppose à l'idée d'abattre ces pachydermes pour récupérer les ivoires en faveur du trésor public et souhaite plutôt que l'administrateur de Malembankulu, le superviseur de l'ICCN ainsi que celui de l'ANR aillent sur place faire un rapport. Contacté, le commandant Fardc du district du Haut-Lomami rejette ces accusations. Il précise que ces soldats n'opèrent pas dans la chefferie de Kayumba et il attribue ces actes de braconnage aux miliciens Mai-Mai. (Radio Okapi)

Lundi 6 janvier.

Sud-Kivu : reddition de 30 miliciens Raïa Mutomboki à Shabunda. Trente combattants du groupe armé Raïa Mutomboki qui opéraient dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) se sont rendus à l'armée la semaine dernière. A en croire des responsables de la société civile de ce territoire, cette reddition est le résultat des séances de sensibilisation organisées par eux-mêmes et le député Benjamin Mukulungu qui a invité les groupes armés à se rendre à l'armée.

Obsèques de Mamadou Ndala au camp Kokolo à Kinshasa. Les obsèques du colonel Mamadou Ndala, commandant du 42e bataillon des Forces armées de la RDC, Unité de réaction rapide, ont débuté dimanche 5 janvier au camp militaire Kokolo, à Kinshasa. Le corps de l'officier supérieur, tué jeudi 2 janvier dans un attentat à Beni, dans le Nord-kivu, y est exposé en même temps que ceux de quatre autres militaires.

Kasaï-Oriental : des étudiants incendient 7 maisons pour venger la mort de leur camarade. Des étudiants de l'université de Lodja (Unilod) ont incendié 7 habitations à Lomela, dans le Sankuru, au Kasaï-Oriental, après la mort par noyade de leur camarade. L'étudiant de 3e graduat avait péri dans le naufrage d'une pirogue qui le transportait, ainsi que d'autres passagers et des marchandises, sur la rivière Lomela. Des sources locales soupçonnent la surcharge de l'embarcation d'être à la base du sinistre.

RDC : 686 agents de la Marsavco licenciés en 2001 toujours pas indemnisés. Six cent quatre vingt-six agents de l'entreprise Marsavco qui affirment avoir été abusivement licenciés depuis 2001 ne sont toujours pas indemnisés. Ils réclament plus de vingt-quatre millions de dollars américains. Dans une interview accordée dimanche 5 janvier à Radio Okapi, le président de l'Association des anciens travailleurs de la Marsavco, Jean-Marie Lokoto se dit indigné qu'en dépit des décisions prises par les juridictions congolaises et le groupe Unilever Londres, leur ancien employeur n'a toujours pas payé ces agents.

Equateur : le HCR reloge des familles des Congolais rapatriés de Brazzaville. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a symboliquement remis deux maisons de deux chambres et un salon à deux familles jugées «extrêmement vulnérables» parmi les Congolais rapatriés du Congo-Brazzaville à Mbandaka, dans la province de l'Equateur. Ces Congolais sont revenus depuis décembre 2012 du Congo-Brazzaville où ils avaient fui l'insurrection du MLIA en 2009 et 2010 à Dongo. Des dizaines d'autres maisons sont en cours de construction, selon le HCR.

Kasaï-Oriental : un journaliste menacé après une émission sur les événements du 30 décembre. Un journaliste de la Radio télévision fraternité, du diocèse de Mbuji-Mayi, dans le Kasaï-Oriental, affirme avoir reçu vendredi 3 janvier des SMS anonymes le menaçant de mort, après qu'il a animé un débat sur les

multiples insurrections du 30 décembre dernier dans plusieurs villes congolaises. Un de ses invités a été interpellé jeudi 2 janvier au sortir de cette émission par l'Agence de renseignement (ANR). Depuis ces menaces, le journaliste Jean- Michel Kabangu Mpanya vit dans la clandestinité.

Mamadou Ndala : de nouveaux « suspects » interpellés. Sept personnes suspectées d'avoir participé à l'assassinat du colonel Mamadou Ndala ont été interpellées dans la localité de Komanda, jeudi 2 janvier, à 75 km de Bunia (Province Orientale). Parmi les suspects interpellés par les Forces armées de la RDC, on compte six voyageurs et un responsable de la communauté Nande de Komanda. Les six voyageurs arrêtés revenaient d'un mariage coutumier à Butembo. Ils voyageaient ensemble sur l'axe routier Bunia-Beni dans une Jeep de marque Toyota Prado, de couleur bleue, le jour où le colonel Mamadou Ndala des Fardc a été assassiné. Vendredi matin, elles ont été transférées avec leur véhicule à la base militaire de la zone opérationnelle des Fardc à Tséré, un village périphérique de la cité de Bunia. Ayant appris leur arrestation, le responsable de la communauté Nande est allé intervenir pour demander leur libération. Il a été à son tour arrêté et mis au cachot. Le Général Fal Sikabwé, commandant de la zone opérationnelle des Fardc, déclare pour sa part que la Jeep qui transportait ces personnes, a été suspectée par ses collègues militaires de la province voisine du Nord-Kivu. Ces personnes ont été momentanément relâchées samedi tard dans la soirée. Elles sont attendues avant la fin de la journée de lundi 6 janvier à la base militaire de Tséré où leur audition devra se poursuivre. Les proches des personnes arrêtés contestent cette arrestation qu'ils qualifient de tracasserie militaire. (Radio Okapi)

RDC: l'Assemblée nationale et le Sénat en session extraordinaire. L'Assemblée nationale et le Sénat ont ouvert lundi 6 janvier leur session extraordinaire. Elle vise notamment à «doter le pays du budget» dont l'adoption n'a pas pu intervenir à la session de septembre dernier, a expliqué le président de cette chambre basse du Parlement, Aubin Minaku. Parmi les dix matières inscrites au calendrier de cette session, figure aussi le projet de loi d'amnisi

Bukavu: les conséquences économiques de la journée ville morte en mémoire du colonel Ndala. Le mot d'ordre de la journée ville morte, lancé par la société civile pour honorer la mémoire du colonel Mamadou Ndala tué jeudi dernier à Beni, a été largement suivi lundi 6 janvier. Par conséquent, toutes les activités économiques ont tourné au ralenti dans certaines cités et villes du Kivu. Les portes des boutiques, des magasins, des banques, des maisons de transfert d'argent sont restées fermées en cette journée du lundi à Goma. Il en est de même pour les marchés de la ville, qui sont restés vides, à part quelques petits vendeurs de légumes et articles divers qui ont étalé leurs marchandises sur le trottoir. Selon un responsable d'une galerie commerciale, cette journée a inévitablement un impact négatif sur leurs affaires, mais il ne le regrette pas. Certains commerçants ambulants ont aussi reconnu que l'observation de la journée ville morte en valait la peine, même si cela constituait un manque à gagner pour leurs affaires. Malgré cette paralysie d'activités économiques en cette journée, ces opérateurs ont affirmé que c'était la meilleure façon de «rendre hommage au colonel Mamadou qui a libéré l'Est de sa gangrène.» Allusion faite au rôle déterminant joué par cet officier dans la défaite de la rébellion du M23 au Nord-Kivu en novembre dernier. Dans la matinée, la même journée ville morte a été observée dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo. Dans la province voisine du Sud-Kivu, la population de Bukavu a suivi à 90% l'appel à la "Journée ville morte" lancé par le bureau de coordination de la société civile locale, pour honorer la mémoire du colonel Mamadou Ndala. (Radio Okapi)

Mardi 7 janvier.

RDC: affrontements entre l'armée et les ADF/Nalu à Kamango, un mort. Les Forces armées de la République démocratique du Congo et les rebelles ougandais des ADF/Nalu se sont affrontés dimanche à l'est de Kamango à environ 90 kilomètres au nord-est de la ville de Beni (Nord-Kivu). Un militaire a été tué. Dans la même région, un hélicoptère de la Monusco a essuyé des tirs le même jour de ces rebelles, a rapporté lundi 6 janvier le porte-parole militaire de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco), le lieutenant-colonel Félix Bass.

Province Orientale: 3 femmes tuées pour sorcellerie à Monga. Trois femmes accusées de sorcellerie ont été tuées et une autre grièvement blessée, le week-end dernier, au poste d'Etat de Monga, à plus de 500 km de Kisangani (Province Orientale). La société civile locale indique que tout est parti du décès, vendredi dernier, d'une jeune dame qui a longtemps souffert dans le village de Bazako. Un féticheur consulté a attribué cette mort à un groupe de femmes qu'il considère comme des sorcières. Les membres de la famille éplorée ont ensuite organisé une chasse aux présumées sorcières et ont tué trois parmi elles au terme de leur expédition punitive. Le président de la société civile de Monga a indiqué qu'une des présumées sorcières a été décapitée, samedi, à la machette et deux autres tuées dimanche alors qu'elles étaient gardées au cachot du sous-commissariat de la police de Monga. Des sources concordantes précisent que les manifestants ont cassé le cachot, gardé par un seul policier, avant de commettre leur forfait. (Radio Okapi)

Katanga : la production des cathodes de cuivre en augmentation. Le Katanga a produit 980 000 tonnes de cathode de cuivre (cuivre brut affiné industriellement) en 2013, contre 18 000 en 2007. Le gouverneur de la province, Moïse Katumbi l'a annoncé samedi 4 janvier à la presse lors de la visite des travaux du pont Lualaba, à 20 km de Kolwezi. Moïse Katumbi estime que cette augmentation résulte de sa mesure interdisant, depuis 2007, l'exportation de ce minerai brut. Le gouverneur du Katanga a ajouté que les différentes entreprises minières de la province ont produit plus de cathode de cuivre que la Générale des carrières et des mines (Gécamines). « N'eut été les problèmes d'électricité, on allait atteindre 1 800 000 tonnes », a-t-il souligné. Moïse Katumbi a expliqué que cette augmentation dans la production a un impact sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) du pays mais que les retombées sont difficiles à percevoir au Katanga à cause du boom démographique. D'un million trois cent mille en 2007, la population de la province est passée à ce jour à cinq millions de personnes, a-t-il souligné. En 2007, la décision du gouverneur d'interdire l'exportation de cuivre brut était motivée par le faible contrôle des services de l'Etat et la fraude dans la déclaration des tonnages transportés. Des dizaines de camions chargés de minerais bruts quittaient alors le Katanga sans être en règle de paiement des taxes, occasionnant ainsi un manque à gagner pour l'Etat congolais. (Radio Okapi)

Bas-Congo : la nouvelle société civile plaide pour la conservation du kikongo. La nouvelle société civile du Bas-Congo plaide pour l'apprentissage du kikongo en particulier, et des langues maternelles en général, dans les premières années d'école afin de préserver les valeurs culturelles et identitaires africaines. Pour Jonas Lukoki, président de cette structure, négliger sa propre langue, c'est perdre son identité culturelle.

Walikale : les notables proposent un cadre de concertation entre Nyanga et Hunde de Pinga. Les notables de Walikale proposent au gouvernement provincial de mettre en place un cadre permanent de concertation entre les deux communautés Nyanga et Hunde de Pinga. Dans un communiqué de presse publié lundi 7 janvier à Goma, le Secrétaire général du Bureau d'étude pour le développement de Walikale (Bedewa), Prince Kihangi a expliqué que ce cadre est utile pour la cohésion sociale entre ces communautés jadis manipulées par les groupes armés. Les notables de Walikale ont aussi exprimé leur gratitude aux autorités congolaises ainsi qu'à la Monusco pour la paix retrouvée dans la localité de Pinga. Ils se sont engagés à aider les retournés à se réintégrer dans la vie sociales et économique. (Radio Okapi)

Beni: appel au calme après des manifestations contre l'assassinat de Mamadou Ndala. Le maire de Beni, Nyonyi Bwanakawa, a appelé mardi 7 janvier les jeunes au calme et à plus de retenue pour que les manifestations contre l'assassinat du colonel Mamadou Ndala ne donnent pas lieu à des débordements. Des jeunes organisent, depuis quelques jours, de violentes manifestations à Beni (Nord-Kivu) pour protester contre la mort du colonel Mamadou Moustafa Ndala. « Quand les unités d'une armée se mutinent en pleine ville, c'est la ville qui sera détruite, ce sont les populations qui seront tuées. C'est dans ce sens là qu'il a été de mon devoir d'appeler les uns et les autres à la retenue pour permettre que l'enquête autour de la mort du colonel Mamadou arrive à sa fin tout en gardant la paix à l'intérieur de la ville », a indiqué Nyonyi Bwanakawa. De nombreux jeunes qui manifestaient ont tenté, lundi 6 janvier dans la soirée, d'extraire du cachot de l'auditorat militaire de Beni les deux militaires suspectés dans l'assassinat du colonel Mamadou Ndala. Ces jeunes ont été dispersés par la police à coups de gaz lacrymogène. Ils se sont par la suite rendus dans la commune de Beu, où ils ont brûlé la maison d'un officier militaire cité parmi les suspects de cet assassinat. Selon des sources sécuritaires, le commandant de la 8ème région militaire, général-major Lucien Bauma Ambamba, est attendu à Beni pour calmer cette tension. (Radio Okapi)

Matadi: un policier condamné à la peine capitale pour meurtre. Le tribunal militaire de garnison de Matadi a condamné à la peine capitale, lundi 6 janvier, le policier Bidwaya Muamba alias Mpozo, poursuivi pour le meurtre d'un jeune homme d'une vingtaine d'années, le jour de l'an. Le tribunal a rendu ce verdict après deux jours d'audiences foraines, tenues au Complexe scolaire Tuzolana, en présence de près de trois cents personnes.

RDC: Julien Paluku appelle la population de Beni au calme. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a appelé mardi 7 janvier la population de Beni et les Fardc au calme après deux journées des violences et des manifestations des jeunes qui protestaient contre le meurtre du colonel Mamadou Ndala. Dans la matinée, le maire de Beni disait craindre un affrontement entre différentes unités de l'armée régulière après l'incendie la nuit dernière par les manifestants de la maison d'un officier supérieur des Fardc suspecté et assigné à résidence à cause de ce meurtre. Pour Julien Paluku, cette situation ne doit pas occasionner les violences au moment où les enquêtes sont en cours.

Katanga: l'anémie tue 12 enfants en 2 semaines à Kabondo Dianda. L'anémie due au paludisme a fait douze morts et cent dix neuf enfants âgés de zéro à cinq ans hospitalisés les deux dernières semaines de

décembre dernier dans la zone de Kabondo Dianda (Katanga). La société civile du territoire de Bukama l'a révélé mardi 7 janvier, s'appuyant sur le rapport de la revue mensuelle de cette zone de santé.

Mercredi 8 janvier.

Katanga : 2 miliciens tués dans les combats entre Fardc et Mai-Mai à Kipushi et Pweto. Les Forces armées de la République démocratiques du Congo et les combattants Mai-Mai s'affrontent depuis deux jours dans les territoires de Kipushi et Pweto, dans le Katanga. Selon l'armée, deux miliciens ont été tués et deux militaires blessés dans les affrontements qui ont opposé les deux forces au village Kiziba, à Kipushi. Des sources locales indiquent que des déplacements de populations sont aussi enregistrés dans ces deux territoires.

Attaques du 30 décembre : 57 suspects transférés à la prison de Lubumbashi. La justice militaire du Katanga a auditionné mardi 7 janvier cinquante-sept présumés adeptes du prophète Paul Joseph Mukungubila, cerveau présumé des attaques qui ont eu lieu dans plusieurs villes congolaises le 30 décembre dernier. Ces personnes arrêtées à Lubumbashi sont poursuivies notamment pour atteinte à la sûreté de l'Etat, détention illégale d'armes de guerre et appartenance à un mouvement insurrectionnel. Après l'audition effectuée par des magistrats militaires de l'auditorat supérieur du Katanga, les suspects ont été transférés à la prison centrale de la Kasapa.

Plus de 50 000 Centrafricains réfugiés dans l'Equateur, selon le HCR. Le nombre de Centrafricains réfugiés dans la province de l'Equateur a atteint la barre des 50 000 durant le mois de décembre 2013, a indiqué mardi 7 janvier le chef de bureau du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Mbandaka, Geert Van de Castelle. Il affirme cependant que ce nombre ne concerne que les réfugiés officiellement enregistrés. D'autres réfugiés des petites localités situées le long de la frontière entre la RDC et la République centrafricaine ne se sont pas signalés. Le HCR entend faire appliquer son plan d'urgence de prise en charge de ces réfugiés.

Kasumbalesa : libération d'une centaine de Congolais arrêtés en Zambie. Une centaine de Congolais arrêtés en Zambie pour séjour illégal depuis huit jours ont été libérés puis renvoyés dans leur pays le mardi 7 janvier. André Kapampa, chef de la cité de Kasumbalesa (Katanga), frontalière de la Zambie, affirme que la plupart de ces personnes renvoyées sont des vendeurs congolais qui font du commerce dans ce pays voisin.

Katanga : la province contribue pour construire une prison à Manono. Le gouvernement provincial du Katanga a remis, mardi 7 janvier, 11 600 dollars américains à la Monusco pour réaliser le projet de construction d'une nouvelle prison à Manono. Ce projet initié par la Monusco et le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) nécessite un coût global de 70 000 dollars américains. La mission onusienne avait déjà rassemblé 46 000 dollars américains et le HCR 12 000.

Kisangani: policiers et militaires patrouilleront ensemble pour sécuriser la population. Le Comité de sécurité de la Province Orientale a pris, mardi 7 janvier, une série de mesures pour lutter contre l'insécurité grandissante, à Kisangani, chef-lieu de la province. A l'initiative du gouverneur Jean Bamanisa Saïdi, cet organe a décidé d'instaurer des patrouilles mixtes motorisées et pédestres des policiers et militaires. La vente des liqueurs fortes est interdite à Kisangani. La consommation de ces boissons alcoolisées par les jeunes favoriserait des comportements qui créent l'insécurité, estiment les autorités provinciales. "Nous avons décidé d'organiser des patrouilles mixtes motorisées et pédestres. Nous interdisons aussi la vente publique des chanvres ou liqueurs fortes qui font partie des mécanismes qui créent l'insécurité dans nos quartiers et communes", explique le maire de Kisangani, Augustin Osumaka. Le Conseil de sécurité provincial a, par ailleurs décidé, que les motards qui assurent le transport en commun devront désormais être identifiés par un gilet de protection, une casque et la plaque d'immatriculation de sa moto pour sécuriser les usagers. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : retour progressif à Nyiragongo des Congolais ayant collaboré avec le M23. Certains Congolais ayant collaboré avec les rebelles du M23 au moment de l'occupation ont commencé progressivement et clandestinement à regagner le territoire de Nyiragongo. Ces personnes avaient fui ce territoire après la défaite des rebelles du M23 en novembre dernier, a déclaré mercredi 8 janvier, l'administrateur Dominique Bofondo. Ce dernier affirme avoir reçu les instructions du gouverneur Paluku pour accueillir et enregistrer ces retournés.

Mbuji-Mayi: les autorités interdisent la marche de l'UDPS. Le conseil provincial de sécurité du Kasai-Oriental a interdit la marche prévue par l'UDPS jeudi 9 janvier pour protester contre l'arrestation d'un

membre de ce parti de l'opposition. Ce dernier a été arrêté par l'Agence nationale de renseignements (ANR) jeudi dernier après avoir participé à un débat organisé par une radio de la ville de Mbuji-Mayi sur les attaques armées du 30 décembre dernier à Kinshasa, Lubumbashi et Kindu.

La Grande Bretagne affecte 59 millions USD à la lutte contre le paludisme en RDC. Un projet de lutte contre le paludisme en RDC a été lancé mercredi 8 janvier à Kinshasa. Il vise notamment à augmenter la disponibilité et l'accessibilité des antipaludéens de qualité dans les pharmacies privées dans ce pays où presque le tiers des décès sont causés par cette maladie. Financé par l'Agence britannique de coopération et développement (DFID) à hauteur de 36 millions des livres sterling (plus de 59 millions de dollars américains), ce projet est exécuté par l'Association de santé familiale (ASF).

RDC: la Monusco promet son appui pour mettre fin à l'insécurité. La Monusco promet d'appuyer le gouvernement congolais dans le rétablissement de la situation sécuritaire à travers le pays. Le représentant spécial-adjoint du Secrétaire général de l'Onu en RDC, Abdallah Wafy, l'a affirmé, mercredi 8 janvier, au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies, à Kinshasa.

Sénat: les ministres de la Défense et de l'Intérieur interpellés sur les attaques du 30 décembre. Les ministres de la Défense, Alexandre Luba Ntambo, et de l'Intérieur, Richard Muyej, ont été interpellés mercredi 8 janvier au Sénat. Ils ont répondu à la question d'actualité leur adressée par le sénateur Modeste Mutinga concernant les attaques des sites stratégiques à Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi et Kindu le 30 décembre dernier. Selon le sénateur Mutinga, le peuple congolais a le droit de savoir, à travers ses élus, ce qui s'est réellement passé en ce jour là. Les attaques qui se sont déroulées de manière presque simultanée dans trois provinces du pays, selon Modeste Mutinga, laisse transparaitre une action planifiée et coordonnée. De ce fait, le sénateur voulait savoir comment les services de sécurité de l'Etat n'ont pas eu vent de la préparation de ce complot ? Des endroits stratégiques supposés hautement sécurisés ont fait l'objet de ces attaques. L'auteur de la question d'actualité tenait aussi savoir les causes de cette défaillance, avant de demander au Gouvernement si les assaillants et leurs commanditaires ont été identifiés, les responsabilités établis et des mesures d'encadrement prises. Dans sa réplique, le vice-premier ministre en charge de la Défense, Alexandre Luba Ntambo, a fait savoir que la perquisition d'une résidence d'un adepte du pasteur Mukungubila, responsable du ministère de la restauration de Jésus-Christ, à Lubumbashi prouve que les services de sécurité étaient au courant. Pour sa part, le ministre Muyej est revenu sur certaines mesures prises à la suite de ces événements : «Mise sur pied d'une commission ad hoc, lancement d'un mandat d'arrêt contre le prophète Mukungubila. Fermeture du ministère de la restauration de Jésus-Christ, redynamisation de la cellule des renseignements, afin d'assurer une plus grande coordination des opérations éventuelles contre ces types d'attaques.» A cette occasion, il a demandé au législateur d'accorder un budget conséquent aux services de sécurité et de défense. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : les activités agricoles interdites dans les environs du parc des Virunga. Les activités agricoles sont interdites dans le secteur de Kiasenda, à plus de 60 km au sud de Kanyabayonga au Nord-Kivu. Ce couloir, long de 20 km jouxte le Parc national de Virunga. Dans un communiqué publié mardi 7 janvier, le responsable du Parc et le chef de la chefferie de Bwito, qui ont conjointement signé ce document expliquent que le laboure de nouveaux champs, le sciage, la chasse et la fabrication des braises détruisent la biodiversité de cet espace. Selon ce document, l'exploitation agricole doit se terminer au plus tard le 31 janvier. Plus de 300 hectares sur une distance d'une vingtaine de km sont envahis par la population dans le secteur de Kiasenda. Le conservateur du secteur centre au Parc des Virunga, Safari Baeni, indique que les champs débutent à Kahumiro jusqu'à Kinyamuya en passant par Kiasenda et se limitent à la rivière Rwindi. D'après Safari Baeni, les espaces écologiques des animaux sont détruits. Plusieurs espèces animales et essences d'arbres naturels sont menacées de disparition suite au laboure de nouveaux champs, de sciage, de chasse et de fabrication des braises. Plusieurs sources concordantes confirment la disparition de la beauté du paysage naturel constitué jadis des arbres diversifiés, se plaint-il. De son côté, le comité des agriculteurs estime que le délai qui leur accordé est trop court. Selon cette organisation, ce préavis devrait être discuté entre les deux parties, en tenant compte des réalités locales et du calendrier saisonnier. (Radio Okapi)

Jeudi 9 janvier.

RDC : l'UDPS maintient sa marche à Mbuji-Mayi. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) maintient sa marche prévue ce jeudi 9 janvier à Mbuji-Mayi, capitale provinciale du Kasai-Oriental malgré l'interdiction des autorités. Ce parti d'opposition réclame la remise en liberté de son secrétaire fédéral arrêté depuis une semaine pour des propos qu'il a tenus lors d'une émission radiophonique portant sur les attaques armées du 30 décembre dernier à Lubumbashi, Kinshasa et Kindu. L'UDPS a même boycotté la rencontre tenue mercredi par le gouverneur de province à l'intention des partis politiques de la majorité et de l'opposition.

Katanga : l'armée invite la population à remettre les armes. Le commandant de la 6e région militaire des Forces armées de la RDC (FARDC), le général Rombaut Mbuyama, a déploré mercredi 8 janvier la présence d'armes à feu aux mains de certains habitants de Lubumbashi, dans le Katanga. Selon lui, certains miliciens Mai-Mai Bakata Katanga, qui avaient attaqué cette ville le 23 mars dernier, se cachent encore parmi la population. Il appelle les citoyens à dénoncer ces hommes et à remettre à l'armée toutes les armes qui seraient encore en leur possession.

Province Orientale: les agents de la RVA à Buta menacent d'aller en grève. Les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) à Buta menacent d'aller en grève dans une semaine si les arriérés de salaires qu'ils réclament ne sont pas payés. Ils l'ont affirmé dans une correspondance adressée lundi 6 janvier à toutes les autorités hiérarchiques de cette régie à Kinshasa. Ce litige couvre la période allant d'août 2012 à décembre 2013.

Le père De la Kethule dénonce un trafic d'enfants en provenance du Bandundu. Le père Henri De la Kethule, membre de la congrégation des Jésuites, dénonce un «gigantesque» trafic d'enfants organisé depuis 9 mois entre Kikwit, dans le Bandundu, et Kinshasa. Selon le prêtre catholique, les auteurs de ce trafic persuadent les parents de ces enfants de les leur confier, prétextant les conduire dans un orphelinat créé par le père Henri, avant de les vendre aux plus offrants. Il appelle les autorités congolaises à intervenir pour mettre fin à ce trafic odieux dont les auteurs, selon lui, sont bien connus. «Ces gens font valoir que ces enfants qui partent à Kinshasa vont être dans des conditions extraordinaires. On prend deux enfants à la fois pour que ces enfants, qu'on enlève à leurs familles, ne se sentent pas tout à coup perdus. Ils seront ensemble. Et on dit par exemple que le père Henri de Kethule, qu'on sait très bien être à Kinshasa, a ouvert un orphelinat et qu'il va payer les frais scolaires», a-t-il expliqué. Selon le père Henri, ces trafiquants profitent de sa notoriété à Kikwit, où il a longtemps œuvré, pour obtenir la confiance de ces familles. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : le dispensaire de la police d'Uvira dépouillé. Le dispensaire de la police nationale d'Uvira situé à Kimanga, province du Sud-Kivu, a été dépouillé mercredi 8 janvier de tout son matériel, affirment des sources de la société civile locale. Selon elles, une équipe dépêchée par la hiérarchie de la Police nationale congolaise (PNC) depuis Bukavu a récupéré tous les équipements de ce centre hospitalier. Dans le lot des équipements récupérés, il y a notamment un lit gynécologique servant aussi de lit opératoire, d'un stérilisateur de la salle d'opération et d'un grand groupe électrogène, qui, selon les mêmes sources, est un don de l'Union européenne qui alimentait ce dispensaire. La société civile parle d'un détournement de ce matériel. De son côté, le commissaire principale de la PNC Sud-Kivu, le général Gaston Lunzembo Semilaka, a déclaré que c'est lui qui a acheté tout le matériel de ce centre de santé de la police Uvira « pour permettre à son fils médecin chirurgien de s'exercer ». Le général Gaston Lunzembo a indiqué que son fils étant sur le point de quitter le Sud-Kivu, il a donc jugé bon de retirer ce matériel qu'il aurait acheté de son propre argent. Quant au groupe électrogène, il a déclaré qu'il appartient au Starec, et qu'il se trouve présentement au bureau du commissariat. (Radio Okapi)

Attaques du 30 décembre : les Forces acquises au changement réclament un procès public. La plateforme de l'opposition Forces acquises au changement exige que les présumés auteurs des attaques du 30 décembre 2013 contre la RTNC, le camp Tshatshi, l'aéroport de N'djili et de Kindu soient jugés publiquement. Pour ce regroupement des partis de l'opposition congolaise, les audiences de ce procès doivent être diffusées à la télévision et à la radio.

Mbuji-Mayi: la marche de l'UDPS étouffée. La police et l'armée ont empêché les partisans de l'UDPS de manifester ce jeudi 9 janvier à Mbuji-Mayi. Des témoins sur place font état des militants arrêtés. Le président de la section jeunesse du parti d'Etienne Tshisekedi au Kasai-Oriental aurait été interpellé, un autre membre du parti battu.

Kisangani : arrestation des hommes en uniforme soupçonnés d'insécuriser la population. La 9ème région militaire des Forces armées de la RDC à Kisangani a arrêté des hommes en uniforme suspectés de semer le trouble dans la ville. L'un d'eux est un lieutenant-colonel de l'ancienne rébellion du M23. Le commandant de la 9ème région militaire, le Général-Major Jean-Claude Kifwa l'a déclaré à la presse mercredi 8 janvier. Il a indiqué que les accusés seront déférés devant la justice pour les faits qui leur sont reprochés.

Equateur: tension perceptible entre les habitants d'Enyele et de Munzaya. Les accords de paix conclus en février 2013 à Gemena (Equateur) entre les Lobala de Enyele et les Bomboli de Munzaya ne sont pas appliqués sur le terrain, a constaté la mission conjointe des autorités du territoire de Kungu et le bureau des affaires civiles de la Monusco. Selon les membres de cette mission, le gouvernement central n'a pas tenu les

promesses données aux deux communautés lors de la signature du pacte de non agression. Dans son rapport d'évaluation du niveau d'application des accords de paix conclus entre les Lobala de Enyele et les Bomboli de Munzaya, la mission rapporte que la cohabitation reste difficile entre les deux parties. Les Lobala estiment que le conflit autour des étangs de poisson, qui a dégénéré en 2009 et 2010 en insurrection armée, n'a jamais été résolu. L'Abbé Oscar Kakwe, président de la Coordination des comités locaux de Conciliation pour la Paix et le Développement du Sud-Ubangi, explique : «Jusque là, l'Etat n'a toujours pas tranché le problème pour dire que l'étang appartient à telle ou telle autre communauté. Sur le terrain, n'eut été l'encadrement des comités locaux de conciliation... la situation n'est pas encore revenue à la normale». Lors de la signature du pacte de non agression, le gouvernement central s'était engagé à réaliser des projets de prise en charge socio-économique en faveur des deux communautés pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Aucun projet n'a été réalisé depuis, a noté la mission conjointe. Cette situation inquiétante crée le mécontentement dans ces deux communautés qui se regardent toujours en chiens de faïence. (Radio Okapi)

Kamina : 8 convois de train marchandise bloqués à la gare ; Huit convois de train avec marchandises sont bloqués depuis sept jours à la gare de Kamina. Selon les sources proches de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), les conducteurs sud-africains de l'entreprise Scheltam réclament les arriérés de salaire du mois de novembre et décembre 2013. Une information rejetée par le coordonnateur d'exploitation de la SNCC sur place, Ntalasha Lemba qui a affirmé qu'il s'agit " d'un problème d'ordre technique émanant de la direction générale".

RDC: le Gouvernement dément des rumeurs des coups de feu à Kinshasa. Pas un seul coup de feu n'a retenti à Kinshasa depuis mercredi 8 janvier, a affirmé le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, ce jeudi après-midi. Il réagit ainsi aux rumeurs qui circulent et qui causent de la panique au sein de la population locale. Tout est calme dans la capitale et sur l'ensemble du pays, a-t-il assuré.

Kinshasa: les députés de l'UDPS saisissent le ministre de l'Intérieur sur l'arrestation de Bruno Kabangu. Les députés nationaux du groupe parlementaire UDPS et Alliés ont rencontré jeudi 9 décembre le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej au sujet du secrétaire fédéral de l'UDPS/Kasaï-Oriental arrêté la semaine dernière à Mbuji-Mayi et transféré au cachot de l'Agence nationale des renseignements (ANR) à Kinshasa. Après l'audience, Samy Badibanga, président de ce groupe parlementaire a déclaré avoir obtenu l'accord de rendre visite au détenu. Sur place à Mbuji-Mayi, les activités ont repris après la tension due à la répression de la marche projetée par l'Union pour la démocratie et le progrès social. «On voulait bien savoir ce qui s'était réellement passé, dans quel état [Bruno Kabangu, le cadre de l'UDPS arrêté] se trouve et quelle sera la suite de ce problème. Et nous avons pu parler des autres membres de notre parti qui subissent pas mal des tracasseries», a expliqué Samy Badibanga. Au cours de cette rencontre, selon la même source, le ministre Muyej a donné la parole à l'administrateur de l'ANR. «Ce dernier nous a présenté les faits. Il nous a rassurés qu'on soupçonnait certaines choses [dans le chef de M. Kabangu] et qu'ils ont eu l'impression que ce n'était pas tout à fait ça», a rapporté le député Badibanga. (Radio Okapi)

ITIE : les entreprises minières ont déclaré 948 millions USD de recettes en 2011. Cent vingt-huit entreprises minières de la RDC ont livré à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) les données de leurs revenus issus du secteur extractif en 2011. Elles ont déclaré à l'Etat congolais 948 millions de dollars américains de recettes. Ces chiffres sont contenus dans le rapport 2011 publié par l'ITIE-RDC le 31 décembre dernier. Dans le rapport 2010, les entreprises minières avaient déclaré à l'Etat 773 millions de dollars américains de recettes. Mack Dumba indique qu'il revient maintenant au conseil d'administration d'analyser le rapport publié le 31 décembre et de décider sur la suspension de la RDC. « Nous attendons que la conseil d'administration de l'ITIE lève la suspension et nous déclare pays conforme à l'ITIE », affirme-t-il. En avril dernier, la RDC a été suspendue pour un an de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), organisation qui promeut la transparence des revenus dans les secteurs minier et pétrolier. Le Conseil d'administration de l'ITIE avait relevé «un défaut d'exhaustivité» et jugé insuffisante la «qualité des données» dans les rapports transmis. (Radio Okapi)

Assemblée nationale: Matata Ponyo présente le projet de budget 2014 chiffré à 8 milliards USD. Le Premier ministre Augustin Matata Mponyo a présenté officiellement le projet de loi des finances pour l'exercice 2014 mercredi 8 janvier à l'Assemblée nationale. Ce budget est présenté en équilibre en recettes et en dépenses à un montant de 7 611, 8 milliard de francs congolais, soit plus de 8,2 milliards de dollars américains. Comparativement à l'exercice 2013, il se dégage un taux d'accroissement de 4,9%. Selon Matata Mponyo, ce projet de budget a été élaboré dans un contexte marqué sur le plan politique, diplomatique et sécuritaire par la victoire des FARDC sur la rébellion du M23 au Nord-Kivu et la tenue des concertations nationale en vue de renforcement de la cohésion nationale. Et sur le plan économique, a-t-il poursuivi, il faudrait relever le défi urgent de vaincre la modicité des disponibilités budgétaires et d'intensifier les efforts de mobilisation des ressources en vue de réaliser la vision de l'émergence du Congo.

L'examen et l'adoption de ce projet de budget sont à la base de la tenue de l'actuelle session extraordinaire du Parlement. Pour exécuter ses dépenses, le Gouvernement recourt aux crédits provisoires, votés le 12 décembre dernier par le législateur à hauteur de 604,9 milliards de francs congolais (657 500 000 de dollars américains). Cette loi des crédits provisoires couvre la période allant du 1er au 31 janvier. (Radio Okapi)

Vendredi 10 janvier.

RDC: la Snel installe de nouvelles cabines électriques à Kinshasa. Près de quatre-vingts cabines électriques sont en cours d'installation dans différents quartiers de Kinshasa pour renforcer la desserte en électricité dans la capitale de la RDC. Cette installation des cabines s'accompagne de la réhabilitation du réseau moyenne et basse tension, a constaté jeudi 9 janvier un reporter de Radio Okapi lors d'une visite guidée organisée par la Société nationale d'électricité (Snel). Cependant, la fourniture en électricité à Kinshasa est encore loin d'être totalement stabilisée, reconnaissent les responsables de cette entreprise.

RDC: saisie de 27 perroquets achetés par les casques bleus de la Monusco à Kindu. Les agents de la Direction générale de migration (DGM) ont intercepté mercredi 8 janvier vingt-sept perroquets vivants à l'aéroport national de Kindu (Maniema). Ils ont indiqué que ces animaux appartenant aux casques bleus de la Monusco du contingent égyptien devraient être embarqués dans un avion cargo de la Compagnie africaine d'aviation (CAA) pour Bukavu au Sud-Kivu. Les autorités congolaises soupçonnent les casques bleus d'avoir recouru à des moyens frauduleux pour acquérir et faire voyager ces animaux. Le commerce des perroquets est fortement réglementé en RDC. Il faudrait avoir une autorisation d'exploitation pour l'exercer.

Katanga : la Radio communautaire de Manono fermée pour « incitation à la révolte ». Le chef de service de communication du district de Tanganyika a fermé la Radio communautaire de Manono (RCM) qu'il accuse d'inciter « les enseignants à la révolte ». Ces derniers sont en grève depuis quatre jours pour réclamer leur salaire du mois d'août dernier. L'administrateur du territoire de Manono a été instruit d'appliquer cette mesure qui surprend les responsables de RCM.

Plaine de la Ruzizi: les maladies hydriques sévissent dans 4 cités. Les cités de Sangé, Ndunda, Rusabagi et Kamanyola situés sur la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu) connaissent une pénurie d'eau potable depuis un mois. La population consomme l'eau des rivières, s'exposant aux risques des maladies d'origine hydrique. Le médecin directeur de l'hôpital Saint Joseph de Kamanyola, docteur Kyembwa Munyumbi Christophe, indique que plus de 75 cas de fièvre typhoïde et deux décès ont déjà été enregistrés dans cette cité.

Nord-Kivu: les miliciens appelés à se rendre avec leurs armes. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, invite les miliciens à se rendre aux Forces armées de la RDC (FARDC) avec leurs armes. Il a lancé cet appel, vendredi 10 janvier à Goma, chef-lieu de la province, faisant ainsi allusion aux 13 combattants des Forces de la défense du Congo (FDC) qui ont fait reddition, il y a un mois, avec seulement six armes, à Walikale.

Bandaka: la mairie interdit la circulation des malades mentaux. La mairie de Mbandaka interdit la déambulation des malades mentaux à travers cette ville de l'Equateur. Elle demande à chaque famille de s'occuper de son parent malade. La maire de la ville, Annie Bomboko, menace de mettre à la disposition des services de santé publique, pour leur internement, les malades mentaux qui vont continuer à déambuler dans la ville.

RDC: Martin Kobler appelle les groupes armés au désarmement volontaire. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, a appelé vendredi 10 janvier, les chefs des différents groupes armés actifs dans ce pays à déposer volontairement leurs armes. Les Nations unies préfèrent un désarmement volontaire à l'usage de la force, a-t-il précisé. « Nous ne voulons pas combattre, nous voulons plutôt la démobilisation et le désarmement volontaires des groupes armés », a déclaré le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC au cours du magazine Paroles aux Auditeurs de Radio Okapi. Parmi les chefs miliciens, Martin Kobler a cité notamment Cobra Matata, leader de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (Province Orientale), et Ntabo Ntaberizi, alias Cheka, de Nduma Defense of Congo (NDC) opérant dans la Nord-Kivu. (Radio Okapi)

Isangi: 5 000 n'ont pas accès aux soins de santé primaire. Plus de cinq mille personnes, dont des femmes et des enfants vivant dans les campements en forêt et dans les carrières minières du territoire d'Isangi à 125 km à l'ouest de Kisangani (Province Orientale), ne sont pas vaccinés, ni soignées par les structures sanitaires. Ces statistiques ont été publiées vendredi 10 janvier à l'issue de la réunion de suivi des activités de soins de santé primaire appuyées par l'Unicef dans la zone de santé d'Isangi. Selon le médecin chef de cette zone de santé, certaines épidémies connues dans la région proviennent de ces campements et carrières de mine.

RDC: le nouveau commissaire général de la police a pris ses fonctions. Nommé il y a deux semaines par le chef de l'Etat, le nouveau commissaire général de la police nationale congolaise (PNC), Charles Bisengimana, a officiellement pris ses fonctions vendredi 10 janvier à Kinshasa, au cours d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Intérieur, Richard Muyeji Mangez.

Kasaï-Oriental: 2 500 élèves n'ont toujours pas repris les cours. Environ deux mille cinq cents élèves du territoire de Kamiji n'ont toujours pas repris les cours malgré la fin des vacances de Noël depuis le 6 janvier dernier. Cinquante enseignants de cinq écoles primaires catholiques exigent d'être payés pour le mois d'octobre 2012 avant de reprendre le travail. Le responsable de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP) à Kamiji explique que ces enseignants ont été omis des listings de paie du mois qu'ils réclament. Les responsables de la province scolaire du Kasaï-Oriental 3 dont dépend administrativement Kamiji affirment être au courant de cette situation. Ils indiquent avoir fait rapport « à qui de droit » et attendent une réponse.

Luanda abrite le cinquième sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL. Luanda, la capitale angolaise abrite le cinquième Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) du 10 au 15 Janvier 2014. La Conférence qui aura lieu au Centre de Conférences de Talatona commencera par une réunion des Chefs d'Etat-major Général et Chefs de Services de Renseignements le 10 Janvier 2014, suivi d'une réunion des Ministres de la Défense le 11 Janvier 2014. La réunion des Coordonateurs Nationaux de la CIRGL aura également lieu les 12 et 13 Janvier 2014 tandis que la réunion du Comité Interministériel Régional (CIMR) qui regroupe les ministres des affaires étrangères de la Région se tiendra le 14 Janvier 2014. Le Sommet Ordinaire des Chefs d'Etats et de Gouvernement aura lieu le 15 Janvier 2014. Le thème de ce sommet est : « Promouvons la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands.

Kasaï-Occidental : un mort et un blessé après un échange de tirs entre une patrouille et des bandits. Un militaire a été tué et un policier blessé dans un échange de tirs entre une patrouille de la police et un groupe de bandits la nuit du vendredi 10 au samedi 11 janvier dans la périphérie du marché Mzee Laurent Désiré Kabila, à deux kilomètres de l'aéroport de Kananga, au Kasaï-Occidental. Selon les premières enquêtes, ce militaire faisait partie du groupe de bandits. Des actes incessants d'insécurité sont signalés chaque nuit dans cette partie de la ville.

Samedi 11 janvier.

Katanga : 4 villages incendiés par des Maï-Maï à Pweto. Quatre villages ont été incendiés le 6 janvier dernier par des Maï-Maï à Kizabi, dans le territoire de Pweto, au Katanga. Selon un notable qui a requis l'anonymat, l'insécurité est toujours grandissante dans les localités de Masaili, Selemena, Shipenka et Kapeta. D'après lui, près de six cents personnes sont sans abri. Il plaide pour l'implication des autorités pour venir en aide aux personnes sinistrées.

Bas-Congo : les nouvelles limites de la base militaire de Kitona inquiètent les riverains. La Société civile de Muanda (Bas-Congo) déplore la méthode utilisée depuis mardi 7 janvier par une équipe du ministère de la Défense, venue de Kinshasa, pour délimiter la base militaire de Kitona. Selon le coordonnateur de cette structure, les nouvelles bornes et panneaux posés vont au-delà des limites habituelles de cette base. Les ayants droits fonciers de Muanda parlent d'une situation inacceptable. De son côté, un membre de l'équipe du ministère de la Défense affirme que cette nouvelle délimitation est conforme aux cartes datant de l'époque coloniale.

Ituri : le chef Mandro nie toute implication dans une quelconque rébellion. Le chef de la collectivité intérimaire des Bahema-Banywagi, Mbitso Panga Mandro, a affirmé vendredi 10 janvier n'avoir «jamais été impliqué dans une affaire de recrutement de miliciens». Soupçonné aussi de complicité avec le M23 notamment, ce notable a été détenu 11 jours à Tséré, une base militaire située dans la périphérie Sud de la cité de Bunia. Il nie toute présence d'éléments rebelles dans sa localité où, selon lui, la sécurité règne. Ce chef coutumier était soupçonné par le commandant de la zone opérationnelle des Fardc en Ituri, le général Fal Sikabwé, d'être impliqué dans une opération de recrutement de miliciens en territoire de Djugu, il y a de cela plus d'une année.. Mbitso Panga Mandro indique avoir été arrêté dans le bureau de son chef, le commissaire de district intérimaire Fataki Adroma, qui avait prétexté une réunion pour l'élaboration du budget. Il parle aujourd'hui d'un piège car, juste après, il s'est retrouvé 11 jours durant dans un lieu de détention avec des présumés miliciens et militaires déserteurs, a-t-il expliqué. «Des mensonges formulées contre nous sur le M23, sur des miliciens que je ne connais pas du tout. J'ai été arrêté le 17 et libéré le 28

décembre», a-t-il précisé. Le chef Mandro a aussi démenti les rumeurs sur une éventuelle présence de rebelles du M23 dans son village et sa périphérie qui planifierait d'attaquer la cité de Bunia. (Radio Okapi)

RDC : la police a recruté au moins 7 000 nouveaux policiers. La Police nationale congolaise (PNC) a recruté au moins 7 000 nouveaux policiers à travers le pays, a indiqué samedi 11 janvier le nouveau commissaire général de PNC, le général Charles Bisengimana. Il affirme que ce recrutement fait partie des stratégies pour lutter contre l'insécurité dans le pays. A Kinshasa, c'est plus de 2 000 policiers qui ont été recrutés, et 500 autres dans chaque province. Le chef de la police demande au gouvernement d'investir dans l'équipement de ces nouvelles unités afin de leur permettre de remplir convenablement leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens.

Assemblée nationale: le projet de budget 2014 déclaré recevable. Le projet de loi des finances pour l'exercice 2014, chiffré à 8,2 milliards de dollars américains, a été déclaré recevable, samedi 11 janvier, à l'Assemblée nationale, après la réplique du Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, aux préoccupations des députés. Le chef du gouvernement a notamment articulé son intervention sur les questions liées aux recettes, aux dépenses, à la croissance économique et son incidence sur le sociale ainsi qu'à la relation entre la stabilité du cadre macro-économique et le social de la population.

Equateur: des Centrafricains musulmans dans la peur après la démission du président Djotodia. Des Centrafricains musulmans réfugiés à Zongo (Equateur) redoutent d'éventuelles représailles de leurs compatriotes chrétiens, après la démission du président Michel Djotodia. Des sources concordantes indiquent que nombreux de ces réfugiés musulmans ont quitté, samedi 11 janvier dans la matinée, le camp de Mole pour s'installer dans des familles d'accueil à Zongo. Des scènes de joie étaient plutôt enregistrées du côté des Centrafricains chrétiens, réfugiés dans cette ville de l'Equateur. La ville de Zongo héberge de nombreux Centrafricains qui fuient des violences qui émaillent leur pays depuis l'avènement des militaires Seleka au pouvoir, à Bangui (RCA). Au marché de Zongo notamment, de nombreux Centrafricains ont souhaité qu'un nouveau président soit rapidement élu pour rétablir la paix dans leur pays. (Radio Okapi)

Dimanche 12 janvier.

Sud-Kivu : mise en place d'une commission mixte chargée d'encadrer les démobilisés. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu a mis en place une commission technique mixte RDC-Rwanda et Ouganda, a annoncé samedi 11 janvier son porte-parole, Lucien Kalenge. D'après lui, cette structure est chargée de suivi des combattants étrangers et nationaux afin de les orienter à la démobilisation, la réintégration au sein de l'armée ou encore la réinsertion dans la vie civile. Cette commission est créée au moment où la milice Raïa Mutomboki se rend à l'armée.

Mbuji-Mayi : 13 juges consulaires prêtent serment au tribunal de commerce. Treize juges consulaires du tribunal de commerce ont prêté serment samedi 11 janvier au tribunal de grande instance de Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental. Cette prestation de serment permettra à l'instance judiciaire de siéger valablement en matière commerciale, a souligné le président du tribunal de grande instance de la ville, Anthony Mwamba. Elus par leurs paires au sein de différentes corporations de la Fédération des entreprises du Congo (Fec), ils sont appelés à donner des avis techniques en matières commerciales au juge [qui est un magistrat de carrière] avec qui ils vont composer. De leur côté, les avocats craignent quant au traitement des litiges d'autant plus qu'un juge de carrière devrait siéger avec deux juges consulaires, qui eux ne sont pas juristes de formation dans la plupart de cas. Mais des sources proches du tribunal de commerce indiquent que des séries de formations seront organisées à l'intention de ces juges consulaires pour qu'ils atteignent un certain niveau en matière de droit. Ce qui, d'après ces sources, pourraient dissiper la crainte des avocats. Les juges consulaires sont des hommes et des femmes issus du monde de l'entreprise, chefs d'entreprise en nom personnel, dirigeants ou cadres supérieurs, élus par leurs pairs et les représentants du monde économique, qui se mettent bénévolement au service de la justice commerciale. Ils exercent leur activité judiciaire dans les divers domaines de compétence du tribunal de commerce, à savoir la surveillance de certaines obligations légales, la résolution des litiges et la prévention et le traitement des difficultés des entreprises. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : 4 morts dans une embuscade des hommes armés dans le parc de Virunga. Une équipe des gardes du parc de Virunga est tombée samedi 11 janvier dans une embuscade tendue par des hommes en armés, avec des tenues militaires, dans la localité de Kibati, en territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Trois morts et un blessé ont été enregistrés du côté des assaillants. Un mort et deux blessés sont signalés dans l'équipe des gardes du parc. Selon les deux gardes parcs blessés et internés à l'hôpital de la Monusco-Goma, L'attaque a eu lieu pendant qu'ils faisaient leur patrouille dans le parc.

Katanga : psychose à Mukulubwe suite à la présence des miliciens Mai-Mai. La présence d'une centaine de miliciens Mai-Mai et leurs dépendants dans le village Mukulubwe depuis deux mois crée une psychose au sein de la population de la chefferie Kaponda, dans le territoire de Kipushi (Katanga). D'après le prince Kaponda Bupe, secrétaire générale du conseil des notables de cette chefferie, ces miliciens, qui attendent leur réinsertion, tracassent la population et sont soupçonnés d'avoir tué deux personnes à l'arme blanche.

Sud-Kivu : 35 miliciens Raïa Mutomboki souhaitent intégrer la police nationale. Trente-cinq miliciens du groupe armé Raïa Mutomboki se sont rendus samedi 11 janvier à Shabunda au Sud-Kivu. Ils se sont présentés auprès des autorités territoriales sans armes et souhaitent intégrer la police nationale congolaise (PNC). Mais les responsables de la police disent attendre « les instructions de la hiérarchie ».

RDC : Vital Kamerhe n'est pas interdit de voyage, affirme Lambert Mende. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a démenti l'existence d'une interdiction de voyager visant l'opposant Vital Kamerhe. Le parti de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Union pour la nation congolaise (UNC), fait pourtant état d'une mesure d'interdiction de quitter le territoire national visant son président communiquée le 6 janvier dernier à tous les services de sécurité dont la Direction générale de migration (DGM).

Lubumbashi : démolition de plus de 400 toilettes construites hors normes hygiéniques. Le bourgmestre la commune de Lubumbashi, Augustin Kahozi, a ordonné la démolition de plus de quatre cents toilettes et douches construites avec des bâches, sachets ou sacs de raphia dans la ville qui porte le même nom au Katanga. Pour lui, cette opération qui a commencé depuis plus de trois semaines vise à lutter contre les maladies d'origine hydrique dans sa municipalité.

Mary Robinson à Kinshasa pour discuter avec la Monusco, le gouvernement et la Ceni. L'envoyée spéciale du secrétaire général de l'ONU pour les Grands Lacs, Mary Robinson, est arrivée samedi dans la soirée à Kinshasa pour une visite officielle de trois jours en République démocratique du Congo (RDC). Son programme prévoit des rencontres dimanche 12 janvier avec les principaux responsables de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco). Mary Robinson aura également des entretiens lundi 13 janvier avec les autorités congolaises notamment, le Premier Ministre Augustin Matata Ponyo, le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, mais aussi avec les responsables de la commission électorale nationale indépendante (Ceni). (Radio Okapi)

Lundi 13 janvier.

RDC: la police veut rajeunir ses effectifs. « Aujourd'hui, nous sommes en train de recruter 6 600 hommes qui doivent être formés à travers des centres repartis dans toutes les provinces du pays. L'objectif que nous poursuivons est de rajeunir le personnel de la police ». Charles Bisengimana, le nouveau patron de la police l'a déclaré vendredi 10 janvier lors de sa prise des fonctions. Il estime que le personnel actuel de la police est vieillissant.

Sud-Kivu : la construction d'une centrale solaire de 50 MW en préparation. Le gouvernement projette la construction d'une centrale solaire de 50 mégawatts dans la province du Sud-Kivu. Le projet sera exécuté par une entreprise chinoise qui a signé un contrat avec le gouvernement de la RDC, selon le ministre provincial des mines et Energie du Sud-Kivu, Adalbert Murhi Mubalama. L'exécutif provincial recherche un terrain de 50 hectares où sera érigée la Centrale. Le ministre provincial des mines et énergie annonce que trois sites ont été ciblés à Katana, dans le territoire de Kabare. La construction de la centrale prendra 12 mois pour un montant de 160 millions de dollars américains et l'ouvrage sera géré par la Société nationale d'électricité (Snel), affirme la même source. «50 mégawatts, c'est beaucoup. Déjà, nos deux centrales Ruzizi 1 et 2 nous fournissent difficilement 25 mégawatts. Avec 50, nous serons amplement desservis en courant électrique», a ajouté le ministre. (Radio Okapi)

Mbuji-Mayi: les agents du SAESSCAM réclament 11 mois de salaire. Les agents du Service d'assistance et d'encadrement du Small mining ou de la petite mine (SAESSCAM), un service gouvernemental, réclament le paiement de onze mois de salaire. Ils affirment en outre ne pas être en mesure de travailler à cause de l'absence de l'arrêté du gouverneur du Kasai Oriental réglementant le secteur minier tel que le recommandent les textes régissant le Saescam. Le ministre provincial des mines a pour sa part estimé samedi 11 décembre que ce prétexte ne tenait pas, car «les agents de ce service sont sur terrain.» Depuis son installation au Kasai-Oriental en 2005, le Saescam est toujours dans l'attente d'un arrêté provincial réglementant son travail. Au mois de mai 2013, les services techniques du SAESSCAM, la division provinciale et le ministère des mines avaient travaillé sur un projet d'arrêté. Le texte a déjà été soumis au gouverneur Ngoyi Kasanji pour signature. En l'absence de ce document, les agents du

SAESSCAM sont impayés. Le ministre provincial de mines, Joseph Kazadi, a de son côté invité ces agents à la patience. Les responsables du SAESSCAM à Kinshasa affirment que le problème de non-paiement des salaires dans ce service est général. Une délégation est partie de Kinshasa pour rencontrer le gouverneur sur cette affaire. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : la population en colère après le meurtre de 2 jeunes à Nyiragongo. Une tension est perceptible depuis dimanche 12 janvier entre les militaires et la population civile dans certaines localités du territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Selon des sources locales, la population accuse les Forces armées de la RDC (Fardc) d'être à la base du meurtre de deux jeunes garçons dans deux groupements du territoire. Les responsables militaires affirment que les présumés tueurs sont aux arrêts.

Province Orientale : la LRA aurait kidnappé des pêcheurs à Kpeletu. Des pêcheurs ont été kidnappés samedi 11 janvier dans la localité Kpeletu en territoire de Bondo (Province Orientale). La société civile qui livre l'information parle de trois personnes enlevées par des hommes armés qu'elle pense être des rebelles ougandais de la LRA. Le commissaire de district du Bas-Uele parle plutôt de quatorze pêcheurs enlevés.

Mbuji-Mayi: la "ville morte" de l'UDPS bloque les activités. Les activités sont perturbées ce lundi 13 janvier dans la ville de Mbuji-Mayi à l'appel de la journée ville morte lancé par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Cette manifestation a été initiée par ce parti politique de l'opposition pour revendiquer la libération de son secrétaire fédéral arrêté par l'Agence nationale des renseignements (ANR), il y a deux semaines.

RDC : Mary Robinson souhaite l'application effective du plan DDR. L'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la région de grands lacs, Mary Robinson, souhaite l'application effective du plan DDR présenté en novembre dernier par le gouvernement congolais. Elle a exprimé ce vœu lundi 13 janvier au sortir de son entretien avec le Premier ministre Matata Ponyo. Le plan DDR concerne le désarmement, la démobilisation, la réintégration et la réinsertion sociale des membres des groupes armés nationaux. Il privilégie une réintégration de ces combattants dans la vie sociale, mais pas automatiquement dans l'armée. Mary Robinson, qui se dit satisfaite de la présentation de ce plan, propose son application effective afin de permettre aux ex-combattants M23 en exil de regagner le pays. « Je suis contente de ce plan et j'espère que ça va marcher très vite maintenant, parce que c'est toujours nécessaire d'avoir l'adhésion des pays voisins de la RDC pour qu'ils ne donnent pas d'espace à ceux qui ont commis des crimes. Les [ex-rebelles] du M23 qui sont au Rwanda et en Ouganda devraient rentrer au pays pour le processus DDR », a affirmé l'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la région de grands lacs. Mary Robinson et Matata Ponyo ont aussi débattu de la loi sur l'amnistie. Elle a été inscrite dans la session budgétaire de septembre au parlement et attend d'être votée par les deux chambres du parlement. L'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la région de grands lacs a également rencontré le même jour les responsables de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Elle a salué la préparation d'une feuille de route électorale. Dans l'après-midi, Mary Robinson a échangé avec le chef de l'Etat Joseph Kabila sur les progrès en faveur de la RDC. Dans un communiqué de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) publié le même jour, Mary Robinson a souligné l'importance de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Elle a exhorté tous les signataires à respecter leurs engagements. Cet accord a été signé le 25 février par onze chefs d'Etat de la Conférence internationale pour la région de grands lacs (CIRGL). L'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la région de grands lacs a souligné la nécessité d'aborder le volet économique de l'Accord-cadre, afin de faire profiter les dividendes de la paix au peuple congolais. Mary Robinson se rendra mardi 14 janvier à Luanda en Angola où elle prendra part au sommet de la CIRGL. (Radio Okapi)

Kinshasa : les inondations causées par la pluie font 2 morts. Deux personnes sont mortes et deux autres blessées au quartier Malueka de Kinshasa suite à l'effondrement d'un mur durant la forte pluie, qui s'est abattue sur la capitale congolaise. Cette forte pluie a commencé dimanche vers 22 heures jusque lundi 13 janvier vers 13 heures locales. Plusieurs quartiers sans canalisations, marécageux ou traversés par des rivières ont été inondés.

Martin Kobler : « Il faut concrétiser les espoirs forgés par l'accord-cadre d'Addis-Abeba ». Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC et chef de la Monusco, Martin Kobler s'exprimant au conseil de sécurité sur la situation en République démocratique du Congo et l'accord-cadre d'Addis Abeba pour la sécurité dans la région des Grands Lacs (Le 13 janvier 2014) Voir dans PicasaLe représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC et chef de la Monusco, Martin Kobler s'exprimant au conseil de sécurité sur la situation en République démocratique du Congo et l'accord-cadre d'Addis Abeba pour la sécurité dans la région des Grands Lacs (Le 13 janvier 2014) "Il faut concrétiser les espoirs forgés par l'Accord cadre d'Addis-Abeba". C'est ce que le représentant spécial des Nations Unies en

RDC, Martin Kobler a déclaré lundi 13 janvier à New York devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Le patron de la Monusco a estimé que seule une action concertée avec l'armée congolaise permettra de venir à bout des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des rebelles ougandais, ADF/Nalu. Martin Kobler a insisté sur les acquis de 2013, notamment la signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et la création de la Brigade d'intervention au sein de la Monusco. L'accord d'Addis-Abeba signé le 24 février par onze pays africains vise principalement la stabilité de l'Est de la RDC, en proie à l'insécurité depuis deux décennies. Le Patron de la mission des Nations Unies en RDC a noté qu'il importe aussi de poursuivre la démobilisation et la réintégration des anciens combattants, de réformer l'armée et la police nationale, et d'instaurer des îlots de stabilité pour, à terme, rétablir l'autorité de l'État. « La direction des FDLR ne doit avoir d'autre choix que de se rendre », a-t-il martelé, rappelant que 2014 marque le vingtième anniversaire du génocide rwandais. La Monusco ne laissera pas les rebelles du mouvement M23 reprendre leurs opérations, a affirmé Martin Kobler. Il a fait état « d'informations crédibles selon lesquelles le M23 a continué à recruter » après les accords de paix conclus à Nairobi en décembre : « Nous ne devons tolérer aucune résurgence militaire du M23. Nous ne devons pas tolérer de remise en cause des progrès accomplis jusqu'ici », a-t-il ajouté. Martin Kobler a invité les gouvernements ougandais et rwandais à tout faire pour éviter que des éléments du M23 ne trouvent refuge ou ne s'entraînent sur leur territoire. L'envoyée spéciale des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson actuellement à Kinshasa, s'est elle aussi adressée au Conseil de sécurité par vidéoconférence. Elle a aussi évoqué la détermination à appliquer l'Accord d'Addis-Abeba au moment où l'optimisme suscité par la défaite du M23 et la conclusion du processus de Kampala semble avoir disparu après les attaques fin décembre à Kamango et à Kinshasa. (Radio Okapi)

Lubumbashi: la Gécamines a produit 40 000 tonnes de cuivre en 2013. La Gécamines a produit 40 000 tonnes de cuivre sur les 50 000 prévues en 2013, soit 80% de prévisions. Dimanche 12 décembre, son administrateur directeur, Amed Kalej Nkand, a jugé positif ce bilan tout en préconisant d'autres actions avec des partenaires miniers pour augmenter la production. Du point de vue de l'exploitation, l'administrateur directeur de la Gécamines a rappelé que les réserves de cette société, qui s'élevaient à 31 millions de tonnes de cuivre, avaient baissé de 400 000 tonnes en 2010. Elles étaient évaluées à 20 000 tonnes lorsqu'il est arrivé à la tête de cette géante compagnie minière en 2010. Mais le patron de la Gécamines se félicite de son plan stratégique mis en place pour une période allant de 2010 à 2015. Selon ce plan, l'entreprise devrait atteindre une production annuelle de 100 000 tonnes. «Lors du géant Gécamines, on produisait 450 000 tonnes l'an. Notre premier objectif était de revoir le matériel de production. Pour ce faire, nous avons suppléé avec un peu d'argent récolté sur les activités permanentes. Et nous avons planifié d'augmenter la production à 100 000 tonnes [par an]», a déclaré Ahmed Kalej. En 2012, cette société avait atteint 36 000 tonnes de cuivre. «Et en 2013, c'était prévu 50 000 tonnes. Mais à cause de quelques difficultés que nous avons eues comme la coupure d'électricité, nous n'avons produit que 40 000 tonnes, soit 80 % de la production du cuivre», explique le numéro un de la Gécamines. La plupart des nombreuses réserves minières vendues aux différents partenaires a été récupérée. Il s'agit notamment de la mine de Kanfundwa à Kambove où une usine est déjà construite. La Gécamines a en outre entamé des négociations avec ses partenaires et le Gouvernement pour la construction de la centrale thermique à Luena et le rachat des parts de l'entreprise minière SMK à Kolwezi. Du point de vue du personnel, l'Administrateur directeur a annoncé une opération consistant à «désengorger la société qui ne gardera que cinq mille agents», sur environ onze mille. (Radio Okapi)

Isangi: 20 morts recensés dans les naufrages de baleinières en 2013, selon la société civile locale. Le bilan des seize naufrages de baleinières qui ont eu lieu sur l'axe Basoko-Isangi-Kisangani en 2013, est de plus de vingt morts et une cinquantaine de disparus. Selon la société civile d'Isangi (Province Orientale) qui a publié ce bilan lundi 13 janvier, plus de trois cents tonnes de marchandises ont été englouties dans l'eau lors de ces accidents. Son président, Jérémie Imomola estime que les surcharges et le mauvais état des baleinières est à la base de ce nombre important de naufrage. La société civile des territoires d'Isangi et de Basoko ont demandé aux autorités fluviales de faire respecter la réglementation fluviale pour sécuriser les voyageurs.

Mbuji-Mayi: tension autour de la pépinière de la Miba rétrocédée au gouvernement provincial. Deux personnes ont été blessées le week-end dernier à Mbuji-Mayi au cours des affrontements qui ont opposé les autochtones de cette ville du Kasai-Oriental, qu'ils appellent «Bakwanga». Le lotissement du terrain de la pépinière de la minière de Bakwanga (Miba) a été à la base du regain de tension. La bagarre a eu lieu sur terrain de la pépinière où se sont croisés les autochtones, soutenus par le gouvernement provincial et cette entreprise, qui se disputent ce terrain. Tout a commencé au mois d'octobre 2013, lorsque le ministère des Affaires foncières a signé un arrêté rétrocédant le terrain SU 27 de la Miba, au gouvernement provincial. D'après le ministre, cette décision a été prise parce que la Miba a des redevances non payées vis-à-vis de l'Etat, qui s'élèvent à plus de 9 millions de dollars américains. Cependant cet arrêté souffre d'application sur

le terrain. L'affaire divise déjà les autochtones, les uns prenant partie pour la Miba et les autres, le gouvernement provincial.

Mardi 14 janvier.

Nord-Kivu : 5 chefs coutumiers tués les six derniers mois à Beni. Le chef de chefferie de Watalinga demande aux autorités provinciales et nationales de mieux sécuriser les chefs coutumiers du territoire de Beni. Cinq d'entre eux ont été tués ces six derniers mois par des hommes armés identifiés comme des rebelles ougandais des ADF/Nalu. L'administrateur du territoire s'inquiète pour la sécurité de ces chefs coutumiers et évoque une extermination « planifiée ». A en croire le chef de chefferie de Watalinga, Mwami Sambili Bamukoka, les autorités coutumières sont la cible des attaques armées à cause de leur engagement contre l'occupation de leurs entités les ADF/Nalu qui insécurisent le territoire de Beni depuis plusieurs années. (Radio Okapi)

RDC: 3 militaires tués lors d'une attaque des Maï-Maï Cheka à Pinga. Au moins trois militaires ont été tués et plusieurs personnes blessées dans la nuit du lundi à ce mardi 14 Janvier au cours d'une attaque armée perpétrée par les miliciens de Nduma Defense of Congo (NDC) sur les positions des Fardc à Katanga dans la cité de Pinga. Selon des sources locales, l'armée, appuyée par la Monusco, a riposté à l'attaque en chassant les assaillants. Un calme relatif règne dans cette cité du territoire de Walikale au Nord-Kivu.

Sud-Kivu : la Ceni prolonge le délai du dépôt de candidature au poste de vice-gouverneur. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a prolongé de trois semaines le délai du dépôt de candidature au poste de vice-gouverneur du Sud-Kivu suite à l'absence de candidatures à la clôture du premier délai, lundi 13 janvier. Selon le Bureau de réception et de traitement des candidatures à la Ceni, une vingtaine de formulaires de candidatures avaient été retirés mais aucun n'a été déposé. C'est depuis près de deux ans que ce poste est inoccupé dans cette province.

Sud-Kivu: les Maï-Maï Yakutumba s'installent à Madjaga. Le général autoproclamé William Amuri Amisi alias Yakutumba a repris ses activités dans le maquis entre les territoires de Fizi et d'Uvira au Sud-Kivu. Des sources militaires affirment que ce chef milicien a érigé un nouveau camp dans la forêt de Madjaga, surplombant le secteur de Tanganyika. Il est accompagné de plusieurs dizaines d'hommes bien armés dans ce nouveau site où il compte installer son état-major, selon les mêmes sources.

Nord-Kivu : la situation est de nouveau sous contrôle à Pinga, selon Félix Basse. La Monusco a apporté son soutien aux militaires congolais qui ont réussi à contrer l'attaque par les Maï-Maï Cheka et à les repousser hors de la localité de Pinga. Le porte-parole militaire de la Monusco, Félix Basse l'a déclaré mardi 14 janvier à la presse. Il a donné un bilan provisoire de quatre militaires congolais tués et deux autres blessés lors de l'attaque nocturne de cette localité du Nord-Kivu. Bilan alourdi par rapport à celui des sources locales cet avant-midi qui faisait état de trois militaires tués.

Sud-Kivu: retour massif de la population à Mutarule. La majorité d'habitants de Mutarule (Sud-Kivu) ont regagné, depuis quelques jours, leur localité, après s'être réfugiés depuis six mois, dans la cité de Sange (Sud-Kivu). Ces statistiques ont été données, mardi 14 janvier, par un groupe de jeunes désignés par le chef de localité pour l'identification des personnes retournées. Selon ce groupe, toutes les activités ont également repris à Mutarule comme avant le déplacement de cette population et les élèves ont repris le chemin de l'école.

Kinshasa : les bus Mercedes 207 bientôt interdits de circulation au centre ville. Les bus Mercedes 207 seront interdits de circulation au centre ville de Kinshasa dans sept jours. Le commandant de la Police nationale congolaise (PNC) à Kinshasa, le général Célestin Kanyama l'a déclaré à ses collaborateurs et aux représentants de l'Association des chauffeurs du Congo (Acco), mardi 14 janvier. Il a annoncé une série de mesures prises en matière de circulation routière dans la capitale. Le général Célestin Kanyama a fait savoir que les taxi-motos sont aussi interdits de circulations au centre ville. Le commandant provincial de la PNC a aussi évoqué d'autres mesures qu'il a qualifiées d'élémentaires. « Dans un taxi, on doit avoir cinq personnes y compris le chauffeur. Les taxi-bus doivent contenir douze personnes, et les chauffeurs doivent attacher leurs ceintures de sécurité. On ne peut pas circuler avec la portière ouverte », a indiqué le général Kanyama. Il a aussi fait savoir que les escortes ne seront autorisées que pour les autorités qui y ont effectivement droit. Ces mesures concernent aussi les forces de l'ordre. Les agents des bureaux de renseignements de la Police communément appelés "bureau 2" sont désormais interdits de saisir des véhicules et d'arrêter des conducteurs dans les parkings. (Radio Okapi)

Mercredi 15 janvier.

Près de 600 Congolais vivant en Centrafrique ont fui l'insécurité à Bangui. La situation politico-sécuritaire en République Centrafricaine (RCA) a poussé cinq cents quatre-vingt neuf Congolais à regagner le pays. L'ambassadeur de la RDC en Centrafrique, Gaspard Mugaruka Bin Mubibi a affirmé mardi 14 janvier qu'un Congolais a perdu la vie à Bangui depuis la détérioration de la situation sécuritaire consécutive à la chute du président Bozize.

Province Orientale: les agents de l'aéroport de Buta/Zega en grève. Les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) ont déserté l'aéroport national de Buta/Zega en Province Orientale depuis le mardi 14 janvier. Ils ont déclenché une grève sèche et illimitée pour réclamer le paiement des arriérés de trois ans de salaire et des certains avantages sociaux évalués à plus de 130 000 dollars américains.

Katanga : 4 trains bloqués suite à un sabotage des rails à Lwena. Quatre trains de marchandises de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) sont bloqués depuis quelques jours dans le territoire de Bukama, au Katanga, après que deux rails ont disparu à l'entrée et à la sortie de la gare de Lwena, à plus de 350 Km de Lubumbashi. Un responsable de la SNCC, qui a requis l'anonymat, soupçonne des agents de cette entreprise d'être les auteurs de ces actes de vandalisme. Il appelle les autorités locales à s'impliquer pour sécuriser le patrimoine de cette compagnie ferroviaire.

Kinshasa : désordre sur la voie publique suite au non respect du code de la route. Le désordre règne sur les routes de la ville de Kinshasa suite à un manque flagrant du respect du code de la route de la part de la plupart des chauffeurs. Mauvais stationnement, non-respect des voies à sens unique ou des feux de signalisation, ainsi que les excès de vitesse caractérisent souvent leur conduite. Ce désordre reste notable dans les grands carrefours comme le Rond-point Ngaba, Kitamba Magasin, ainsi que Rwakadingi, sur Kasavubu, au Marché central.

Isangi: plus de 40 000 enfants enregistrés à l'Etat civil en 2013. Plus de 40 000 enfants ont été inscrits à l'Etat-civil en 2013 dans le territoire d'Isangi en Province Orientale. Ces statistiques ont été données, lundi 13 janvier, par le bureau de l'Etat civil de ce territoire, situé à 125 km à l'Ouest de Kisangani, chef-lieu de la province Orientale. Le chef de la mission d'évaluation de cette opération d'enregistrement d'enfants, docteur Norbert Mosunga a invité les médias et les autorités administratives locales à sensibiliser davantage la population en vue d'enregistrer tous les nouveau-nés au cours de cette année 2014.

Bas-Congo: la société civile et la Fec dénoncent la fraude douanière. La société civile et le bureau de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) au Bas-Congo dénoncent la fraude douanière dans plusieurs postes frontaliers et installations portuaires de cette province. Ils mettent notamment en cause des agents de la Direction générale des douanes et accises, de l'Office congolais de contrôle et de l'entreprise publique des ports et transports. Des sources du bureau de la Fec au Bas-Congo dénoncent notamment l'arrivée à Luozi des véhicules vieux de plus 10 ans en provenance de Pointe noire au Congo Brazzaville. Depuis juin 2013, l'importation des véhicules de plus de dix ans est pourtant interdite en RDC. Selon ces sources, les importateurs de ces voitures en provenance de Pointe noire paient 1 000 dollars à l'arrivée du véhicule à Luozi où sont placées de nouvelles plaques d'immatriculation. Tous les services opérant aux frontières seraient impliqués dans ce trafic. A Lufu, des responsables de la société civile de Songololo accusent certains commerçants d'importer des produits impropres. Barthelemy Nguema de la société civile de Boma se plaint également de l'entrée frauduleuse, à travers les postes frontaliers du Bas fleuve, des produits pétroliers illégalement achetés en Angola. Il invite le ministre des Finances et les autorités de la province à prendre des mesures concrètes pour lutter contre la fraude douanière au Bas-Congo. Interrogés, les responsables de la Direction générale des douanes et accises rejettent ces accusations et demandent à la société civile d'apporter les preuves de ses accusations. (Radio Okapi)

Equateur : 300 nouveaux réfugiés centrafricains enregistrés à Mole. Trois cents nouveaux réfugiés centrafricains sont arrivés depuis lundi 13 janvier au site de Mole, à 35 km de Zongo (Equateur). Une délégation conjointe de la Monusco et de la Société civile a confirmé cette nouvelle après sa visite dans le camp d'hébergement de ces réfugiés. Le but de la mission était de se rendre compte de la vie que mènent ces personnes qui ont fui la guerre dans leur pays.

RDC: crash d'un aéronef non armé et sans pilote de la Monusco à Goma. Le porte-parole militaire de la Monusco, colonel Felix Basse, a annoncé ce mercredi 15 janvier le crash d'un aéronef non armé et sans pilote de la Monusco à l'aéroport de Goma. « Ce matin aux environ de 10 heures, nous avons enregistré un crash d'un aéronef non armé et sans pilote », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il n'y a pas eu de victimes. L'officier des Nations unies indique que des enquêtes sont menées pour déterminer les causes techniques de ce crash.

Le 3 décembre dernier, les Nations unies ont lancé officiellement à Goma le premier aéronef non armé et sans pilotes utilisé par une mission de l'ONU. La Monusco disposait de deux avions de ce type. Ces engins, non armés, et voués exclusivement à la reconnaissance, doivent permettre aux Casques bleus de surveiller la province du Nord-Kivu, où sévissent des dizaines de groupes armés. Depuis le mois de mars dernier, la mission onusienne a le mandat de neutraliser tous ces mouvements armés. (Radio Okapi)

Martin Kobler se dit « optimiste » sur la situation sécuritaire en RDC. Arrivé il y a cinq mois à la tête de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco), Martin Kobler se dit « optimiste » quant à la situation sécuritaire du pays. Il a fait cette déclaration à la radio des Nations unies, après son intervention devant le Conseil de sécurité. Martin Kobler dit fonder son optimisme aux « nouveaux éléments » à sa disposition, citant notamment la Brigade d'intervention de la Monusco, l'accord cadre signé le 24 février par les chefs d'Etat de la Région de grands lacs et la cohésion internationale. Martin Kobler parle également des problèmes rencontrés par la mission, des richesses naturelles de la RDC convoitées par ses voisins ainsi que du rétablissement de l'autorité de l'Etat.

La Monusco appelle les voisins de la RDC à respecter l'accord d'Addis-Abeba. Le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu en RDC, Abdallah Wafy a condamné les activités de l'ancienne rébellion du M23 au cours de la conférence de presse des Nations unies, mercredi 15 janvier à Kinshasa. Il a appelé les pays voisins à la RDC où la présence de certains rebelles a été signalée, à respecter l'accord d'Addis-Abeba. M. Wafy a rappelé que le M23 n'existe plus car il a officiellement signé une déclaration mettant fin à sa rébellion. Malgré cela l'on constate des activités de ses hommes : « Mais, nous constatons des activités y compris parmi les éléments qui ont fui Chanzu dans les pays voisins, le représentant spécial a saisi l'occasion pour porter cette information à la connaissance du conseil de sécurité et pour lancer un appel aux pays voisins dans le cadre de l'accord de paix et de sécurité des engagements pris au sein de cet accord pour qu'il n'y ait aucune résurgence parce que cette résurgence sera inacceptable », a noté Abdallah Wafy. Il a aussi évoqué le cas de Sultani Makenga qui se trouve en Ouganda : « En Ouganda, Sultani Makenga est en train de se promener dans cette zone-là. Il devrait être arrêté, c'est un criminel de guerre. Il est recherché. Il y a eu des mandats d'arrêts contre lui, il y a eu des demandes de transfert. Il y a eu des engagements dans l'accord. Il faut que tous les pays respectent les engagements », a martelé le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu en RDC. Comme l'a rappelé Abdallah Wafy, le patron de la Monusco, Martin Kobler avait insisté sur la nécessité de concrétiser les espoirs forgés par par l'Accord cadre d'Addis-Abeba, lundi 13 janvier à New York devant le Conseil de sécurité des Nations unies. L'accord d'Addis-Abeba signé le 24 février 2013 par onze pays africains vise principalement la stabilité de l'Est de la RDC, en proie à l'insécurité depuis deux décennies. (Radio Okapi)

Maniema : les habitants de Salamabila demandent à Banro de respecter ses engagements. Les habitants de Salamabila ont organisé une marche le mardi 14 janvier contre l'entreprise Banro qu'ils accusent de ne pas respecter ses engagements. La manifestation a paralysé les activités dans cette localité. La société civile et les chefs coutumiers de Salamabila reprochent à la société minière de ne pas appliquer les recommandations contenues dans le cahier de charges signé après le début de l'exploitation de l'or dans cette localité. Banro s'était notamment engagé à réhabiliter la route Salamabila-Wamaza longue de plus de 50 kilomètres. L'entreprise s'était également engagée à embaucher des autochtones compétents aux postes de prise de décisions.